



Capitalisme de droite
Capitalisme de gauche

Ne les
laissons pas
endormir
nos révoltes

Nos maux restent les mêmes



Editorial



Nous sommes socialistes. Oh attendez, la chose n'a pas été dite ainsi, mais ce n'est pas beaucoup mieux qu'avec le coup de Lionel Jospin, prétendant à la charge suprême il y a quelques temps. Le surnommé déclamait *urbi et orbi* que son programme n'était pas socialiste... L'électorat lui avait préféré Le Pen et avait, par là, semé la confusion chez celles et ceux qui croyaient en l'utilité du vote. Voter pour Chirac pour éliminer l'extrême droite: il y a eu mieux question militantisme pragmatique. En cette année 2012, la donne a été autre. En fin de règne, l'ancien secrétaire de l'Élysée, cornaqué par un transfuge de l'extrême droite, a plus que droitisé ses déclarations. Cela n'aura échappé à personne, même à celles et ceux qui ne lisent pas trop les journaux. Tout ce suivisme en diable des propositions du FN a même «ému» des responsables politiques UMP et autres, sous l'œil narquois de la candidate de l'extrême droite. De toute façon «la fille de son père» mise et attend l'implosion de la droite française et principalement de son oriflamme actuel, l'UMP. Pour elle, le troisième tour, ce ne sont pas des actions syndicales pour mettre les pouvoirs publics en face de leurs responsabilités, voire aller plus loin dans le projet social. Bien au contraire, pour la dynamiteuse de la droite, le but est de se renforcer pour être la principale opposition à la gauche au pouvoir. De toute façon, toujours le même sale temps pour la sociale! À nous toutes et tous, dans nos luttes quotidiennes, d'inverser la tendance et de persévérer dans l'offensive sociale pour la construction d'un monde libéré de l'exploitation.

Sommaire

Actualité

- Ainsi donc on est socialistes**, par G. Goutte, page 3
Lutter, c'est exister, par Fabrice, page 4
Chronique néphrétique, par Rodkol, page 5
Météo syndicale, par T. Impétueux, page 6
Les kiosquiers perdent une arme, par P. Salcedo, page 7
Soutien à Laura Gomez, par FA, page 9
Élection pestilentielle, par E. Vanhecke, page 9
Revendications des prisonniers de Roanne, page 10
La répression continue à Poitiers, FA 86, page 11

International

- L'Espagne, entre grèves et matraques**, par R. Pino, page 12
Israël, la politique de l'autruche, par P. Sommermeyer, page 14

Arguments

- Nous sommes la crise du capital**, par J. Holloway, page 15
Abstention et extrême droite, par Flora, page 17
Billet d'humeur (mauvaise), par Commission Femmes, page 19

Culture

- Apprendre à désobéir**, A. Bernard, page 20

Mouvement

- Solidarité antifasciste**, page 21
Radio libertaire, page 22
Agenda, page 23

Tarifs

France et étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} 25 €

6 mois, 25 n^{os} 50 €

1 an, 45 n^{os} 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Le Monde libertaire – 145, rue Amelot – 75011 Paris – France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).

(BIC: CCOFPRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Les lendemain muets du spectacle électoral



ALORS, ÇA Y EST, la France est socialiste! Le nain a jarté et le joufflu a pris sa place. La droite libérale passe le palais au Parti socialiste et le trône du pouvoir se réjouit de caresser un nouveau nouveau derrière. Il y a plusieurs décennies – lointaines –, le triomphe du socialisme parlementaire aurait au moins signifié quelques nouveaux acquis sociaux, un peu de bien-être en plus pour les travailleurs, peut-être aussi un peu plus de liberté (et encore...). On ne s'en serait pas contentés, bien sûr, mais la situation aurait sans doute été un peu plus « confortable ». Car Hollande n'est pas Jaurès. L'année 2012 n'est pas 1893. Et l'on peut d'ores et déjà parier que les sidérurgistes de Florange ne bénéficieront pas du même soutien que les mineurs de Carmaux. Qu'on se le dise à nouveau : le quinquennat qui commence ne se différenciera pas beaucoup de celui qui se termine et l'on peut parier, sans gros risques, que le gouvernement, toujours fidèle à la même logique, se pliera une fois de plus aux états d'âme du capital.

Du côté du mouvement social, déjà bien atone depuis quelques temps, on peut même craindre que la mollesse ne se généralise, au nom d'un « laissons-lui le temps de faire les réformes, on verra après » dont les directions syndicales se feront sans doute les serviles hérauts. On va attendre, donc. Attendre, attendre, attendre. Mais la campagne électorale finie, les digues de la démagogie vont céder et les plans sociaux déferler sur le monde du travail. Le nouveau gouvernement ne cessera d'accuser l'ancien, histoire de se

dédouaner de toute responsabilité, de dire qu'il n'y est pour rien, que ce n'est pas lui, qu'il n'a jamais voulu ça, qu'il n'est que le malheureux héritier d'une société dévastée par cinq ans d'UMP.

Mais le président, les ministres, les députés et autres professionnels de la politique ne toucheront ni à leurs salaires ni à leurs privilèges. Comme les précédents, ils iront peupler les indécentes dîners de l'élite intellectuelle et économique pour communier avec le pouvoir. Ils flirteront avec une extrême droite ragaillardie, devenue un acteur central et inévitable de l'échiquier politique. Laissant toute notion de solidarité et d'internationalisme au vestiaire de la compromission, ils rempliront les CRA (« Il faut maintenir les camps de rétention » disait le nouveau président lors du dernier débat), maintiendront les rafles et les quotas et se feront les apôtres d'une immigration choisie. Histoire de maintenir un climat de peur, ils nous referont un coup de Tarnac, une seconde « affaire des Irlandais de Vincennes ». Ils feront péter un autre paquebot « écolo », amélioreront l'équipement répressif des chiens-chiens en uniforme, comme l'avait fait Tonton en son temps.

La société sera la même, on continuera à se lever tous les jours pour aller au turbin et y subir les pressions managériales des chefs-faillons, petits bourgeois fraîchement convertis en gauchos, mais toujours au service du patronat et de l'actionnariat. Les rares qui descendront encore dans les rues pour réclamer la justice sociale goûteront aux

douceurs des matraques socialistes et respireront les agréables effluves des gaz roses. Dans les journaux, on se fadera toujours les mêmes éditorialistes arrogants, petits péteux vomissant leur mépris et leurs analyses de « militants » de salon. Les mêmes experts en enfumage continueront à nous expliquer la vie à travers nos écrans, roulant des mécaniques, persuadés d'être les nouveaux philosophes, théoriciens et savants, prêts à tout pour deux minutes de télé, deux minutes de gloire idiote au service d'un système que certains prétendent combattre mais dont ils sont, en réalité, les purs produits.

Et puis, dans quatre ans, on commencera peut-être à se réveiller. Le mouvement social reprendra du poil de la bête, les rues se gorgent à nouveau de manifestants, les piquets de grève reflouriront sur le parvis des usines. On réalisera qu'on s'est fait entuber, qu'une fois de plus les élections nous ont éloignés de nos intérêts de classe pour nous faire sombrer dans la passivité et l'immobilisme. Et puis, alors, peut-être, on se souviendra, avec un peu de retard, de ce que la CGT Renault-Billancourt proclamait haut et fort en 1981, peu avant que l'ex-collabo accède à la présidence de la République : « Quel que soit le président élu le 10 mai, le changement et la satisfaction de nos revendications dépendront de nos luttes ! » Allez !, tant qu'à faire, pourquoi ne pas s'en souvenir dès maintenant ?

Guillaume Goutte
Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

Lutter, c'est exister

À L'HEURE où ces lignes sont écrites, le dernier épisode de l'interminable feuilleton de l'élection présidentielle n'est pas encore passé. Cela dit, au-delà de la question du casting des cinq prochaines années, le scénario est déjà écrit par ceux qui gouvernent réellement ce monde, les financiers, les spéculateurs, les «investisseurs», bref les organisateurs du grand Monopoly mondial, ceux qui font et qui défont les gouvernements de droite comme de gauche au gré de leurs intérêts. Ce scénario s'appelle austérité à perpétuité, régression sociale, répression politique avec, en ligne de mire, la barbarie généralisée.

Un collègue de travail me disait : « T'as raison, mais j'y peux rien, je veux virer Sarko. » Je peux le comprendre, tout comme il est légitime de vouloir virer dans sa boîte un chef de service, un cheffillon d'atelier, un adjudant du quotidien particulièrement odieux. Mais cela ne change rien aux fondamentaux : les décisions du patron, du PDG, des actionnaires, les plans de licenciements, la hiérarchie des salaires, les profits capitalistes, les directives européennes, bref ça ne change rien à l'exploitation.

Or, au-delà des apparences du pouvoir, des gardes du corps, des palais élyséens, des grosses voitures, des discours sentencieux et dérisoires, les présidents et les chefs de gouvernement ne sont, au final, que les exécutants de politiques décidées en d'autres lieux que les parlements ou les conseils de ministres. Ce n'est pas un scoop, le programme du candidat «socialiste» n'effraie pas, c'est le moins que l'on puisse dire, la finance nationale et internationale. C'est peut-être, chuchote-t-on ici ou là (même si *Le Figaro* fait mine d'être fâché), le meilleur moyen, à cette étape, de faire passer les couleuvres sans trop de résistance sociale. Ces gens-là sont pragmatiques et mesurent les luttes qui s'amplifient dans de nombreux pays où les grèves et les manifestations d'ampleur s'enchaînent. On a même vu les Islandais virer gouvernement et banquiers et refuser de payer la dette!

Plutôt que de risquer l'explosion sociale à l'issue aléatoire, mieux vaut sans doute pour eux miser sur le «dialogue social», les «pactes sociaux», un accompagnement syndical encore plus marqué (même si le soutien de Thibault, que je ne confonds pas avec les militants CGT, et de son compère Chérèque à la politique sarkozyste depuis 2008 au moins aura été un des piliers du quinquennat), bref, une sorte d'anesthésie générale tout aussi dangereuse pour les sala-



riés, chômeurs et retraités. Les plans de licenciements dans la métallurgie ou dans la grande distribution sont déjà préparés, les attaques contre la sécu aussi, tout comme la remise en cause du système de retraite par répartition menacé directement par une réforme «systémique» réclamée par la CFDT et intégrée comme perspective à la loi Fillon de 2010. Les discussions sur les «accords compétitivité emploi» initiées par Sarko il y a trois mois, et qui visent à exploser le Code du travail et les conventions collectives, vont-elles être suspendues? Poser la question, c'est déjà y répondre.

Quand les militants du groupe la Sociale ont expliqué tout cela (et bien d'autres choses encore) lors d'un meeting de rue de haute tenue le 3 mai dernier, le plus bel «hommage» à notre travail d'explication et d'argumentation a peut-être été ce commentaire d'une employée d'un grand magasin, venue, par curiosité, écouter les anarchistes : «Finalement, vous êtes des gens très raisonnables.» Effectivement, c'est être raisonnable de ne pas participer à la duperie électorale, c'est être raisonnable de constater que, partout, les élections cassent ou annihilent les mouvements sociaux plus efficacement que des escouades de CRS, c'est être raisonnable que de proposer un autre système que la déléga-

tion de pouvoir (le chèque en blanc) et de lui préférer les mandats et leur contrôle, le fédéralisme et la gestion directe.

Mais c'est être raisonnable, aussi, d'accepter que d'autres pensent différemment du moment, qu'ils se situent sur un terrain de classe sans esprit sectaire ou partisan. Militants de la Fédération anarchiste, nous n'entendons pas recevoir de leçon politique de qui que ce soit, mais nous n'entendons pas non plus en donner. L'heure est à construire des perspectives de luttes sociales, non seulement défensives mais aussi porteuses de changements profonds. L'heure est à se battre partout, à commencer par les organisations syndicales pour se réapproprier les outils de lutte. Telle est notre conception, tel est notre mandat. Nous discuterons de tout cela lors de notre congrès fédéral les 26, 27 et 28 mai à Rouen, ville s'il en est significative du rôle que peut jouer la Fédération anarchiste et de l'implantation sociale et syndicale à laquelle nous pouvons prétendre. Il y a urgence à réagir. Il y a urgence à s'organiser.

Fabrice

Groupe la Sociale
 de la Fédération anarchiste

Brèves de combat

De belles manifs pour le 1^{er} mai partout dans le monde

Le site de L'Huma fait un petit tour du monde des manifs du 1^{er} mai : en Europe, les cortèges ont rejeté l'austérité, comme en Espagne ou au Portugal, où les principales confédérations ont réuni plusieurs centaines de milliers de personnes. Plus de 20 000 Tunisiens ont manifesté pour « l'emploi, la liberté, la dignité ». Dans la pétromonarchie de Bahreïn, des rassemblements ont eu lieu dans les villages chiites pour la réintégration des travailleurs licenciés pour leur participation au soulèvement populaire contre la dynastie sunnite, il y a un an. En Indonésie, ils étaient plus de 9 000 à défilé pour des augmentations salariales, en dépit d'un déploiement sécuritaire intimidant (18 000 policiers et militaires). À La Havane, une marée humaine de plusieurs centaines de milliers de Cubains a défilé. Au Chili, les revendications ont porté sur la nécessité de « changements de fond », notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation, sujet particulièrement sensible. Au Honduras, la marche revendiquait, entre autres, le respect des libertés et des droits alors que les assassins de syndicalistes se multiplient.

Tanguys malgré eux

52 % des jeunes sortant de l'université ont été au moins une fois au chômage au cours de leurs trois premières années de vie active, selon une enquête publiée cette semaine. Parmi les 739 000 jeunes sortis de formation initiale, 62 % commencent leur vie par une période de chômage. L'accès tardif à l'emploi chez les jeunes a pour conséquence une perte d'indépendance : trois ans après, 55 % des jeunes hommes et 36 % des jeunes femmes habitent toujours chez leurs parents.

Jugés pour s'être opposés à la réforme des universités

Sept étudiants coupables d'avoir participé au mouvement universitaire contre la loi LRU, prévoyant l'autonomie des universités, et engagée à marche forcée par la ministre de l'Enseignement supérieur, Valérie Pécresse sont poursuivis par la présidence de l'université du Mirail pour 290 000 euros de dégâts. Ils ont écopé en première instance de quatre à sept mois de prison avec sursis, inscription au casier judiciaire, une amende de 300 euros et une participation au paiement des 25 000 euros d'indemnités pour l'université.

Chronique néphrétique

T'as voté?

QUAND UN ANARCHISTE rencontre un autre anarchiste, qu'est-ce qu'ils se racontent? Des trucs bizarres, du genre :

– T'as voté?

– Ouais.

– Pour qui? (Glups!)

– J'ai failli voter Joly, parce qu'elle a eu le culot de flinguer le défilé du 14 juillet... et puis rendre hommage aux mutins de 1917, trop beau! Mais je savais que ça allait s'acoquiner avec le PS, alors j'ai voté Poutou, comme ma chérie.

– Poutou?! Nous on a voté Front de gauche... J'pensais qu'il ferait plus, qu'il y aurait une dynamique plus forte...

– Eh ben moi, j'ai voté pour faire plaisir à un copain. Je lui disais que c'était des conneries, que ça n'a pas de sens, et pas de grande importance... « Fais-le pour moi », qu'il me dit. D'accord. Mais je vote pour qui alors? « Mais c'est toi qui doit décider! » (Et je sentais que de les mettre tous au même niveau, cela choquait sa morale; il n'avait rien vu...) Bon alors, je vais voter pour Le Pen. « Argl! T'es pas fou! C'est pas possible! Vaut mieux que tu n'y ailles pas! » Bon, alors, pour qui? (Amusé ou énervé?) Et c'est ainsi que j'ai voté Mélenchon.

Vous imaginez un sondage: « Pour qui votent les anarchistes? »

Ou la Une: « Ils collent "Abstention" et votent "Tartempion"! »

Je ne dénoncerai pas mes petits camarades (j'en suis), même sous la torture.

Mais ce témoignage passera à la postérité. Bien vite enterré, il resurgira un jour dans les mains d'un archiviste ou historien et je n'ose imaginer ce qu'il pensera à cet instant, et ce qu'il en déduira sur le mouvement libertaire français des années 2010.

On peut aussi ne pas attendre l'historien de 2054.

Quand même, la présidentielle est bien le pire moment qui soit. Et particulièrement le second tour. La négation de tout ce qui devrait animer une société dite « démocratique » d'individus responsables, autonomes et solidaires. Comment se reconnaître dans de (deux) telles médiocrités? Comment militer, convaincre, exulter, s'agiter, se sacrifier pour ça? Comment s'abandonner ainsi pour des personnages



aussi calculateurs? Sans doute parce qu'ils ne sont que la somme des petits calculs faits par tous ceux qui tentent de ne rien perdre, ou de ne pas perdre plus, ou de gagner un peu, ou de gagner beaucoup... Tels des *ex-voto* ou des poupées vaudou, chargés des haines, des espoirs, des intérêts mesquins, parfois collectifs, les présidentiables sont à l'image de la société dans laquelle nous vivons. Et nous en faisons partie, à défaut de parti.

Mais comme toujours, ces calculs se camouflent sous les apparences plus nobles de la lutte finale du Bien contre le Mal. À écouter les porte-parole et les seconds couteaux, c'est même l'Apocalypse ou le Jugement dernier qui nous attendent après l'élection... Faut dire que notre historien de 2054 saura que nous étions du bon côté de la Force, grâce à notre petit autocollant « Class War »: « Le capitalisme et l'état, abolir il faut. » J'ai du mal avec « abolir », même si « détruire » est synonyme. Abolir une loi ne me dérange pas, c'est vite fait. Une signature, un vote peuvent suffire. Il n'en sera pas de même pour le capitalisme et l'État...

Je broie du noir...?

Quand un anarchiste rencontre un autre anarchiste, après le second tour...

Rodkol

Brèves de combat

A las barricadas !

Laura Gomez, Secrétaire de la Fédération locale de la CGT de Barcelone a été arrêtée en pleine rue par la police catalane. Le lendemain, elle était officiellement mise en examen pour « complicité, désordres publics, délit d'incendie et de dommages corporels, et d'atteinte aux droits fondamentaux. Le juge refusa de la relâcher ». Les « graves délits » qui lui sont reprochés sont en réalité d'avoir théâtralisé, le 29 mars, jour de grève générale, une scène où des papiers dans des caisses furent brûlés symboliquement.

Ah ! La folle année 1933 !

Au beau milieu de l'entre-deux-tours de l'élection pestilentielle, Gérard Longuet, ministre de la Défense, a déclaré à Minute : « Marine le Pen est un interlocuteur avec qui il sera désormais facile de parler de sujets difficiles »... Ah ! Et lesquels, par exemple, au hasard ? Pour mémoire, Longuet était le cofondateur en 1964 du mouvement Occident, groupuscule d'extrême droite, avec Alain Madelin. On se retrouve enfin entre amis... D'ailleurs, le lendemain, sur RFI, il a lâché : « Nous, au Front national », avant de corriger ce lapsus, tandis qu'il essayait de s'expliquer sur son entretien dans Minute.

Ces centrales gruyères

Un militant de Greenpeace a survolé, avec un parapente à moteur, la centrale nucléaire du Bugey (Ain) avant de s'y introduire pour démontrer la vulnérabilité des sites français face à une attaque aérienne.

Loi Homophobe à Saint-Petersbourg, ça n'a pas trainé !

Dix-sept militants de la cause homosexuelle ont été interpellés en marge de manifestations pour célébrer la fête du travail à Saint-Petersbourg, selon Louri Gavrikov, leader de GayRussia à Saint-Petersbourg. Ces personnes, qui portaient des drapeaux arc-en-ciel et des affiches « Pour l'égalité des droits » ont été interpellées au motif qu'elles ont « violé la loi interdisant la propagande de l'homosexualité », entrée récemment en vigueur dans la deuxième ville de Russie (voir article dans le dernier numéro hors-série du Monde libertaire).

Météo syndicale

Sale temps pour la Sociale



L'INDÉPENDANCE du syndicalisme est bien mis à mal ces derniers temps. Certes, tout le monde était d'accord pour que le locataire actuel de l'Élysée retourne à ses études. Mais fallait-il pour autant glorifier la social-démocratie qui respectera la loi des marchés ?

Le secrétaire de la CGT, pour parler de lui, avait déclaré : « Il n'est pas utile que la CGT dépense de l'énergie pour convaincre ses adhérents de reconduire le même président. On veut un changement de président et de ligne politique sur le plan social. Il n'y a pas de débat en interne sur une attitude plus neutre à avoir vis-à-vis du président sortant. » Cela ne mangeait pas de pain et retapait sur le clou « pas neutre mais critique ».

L'esprit de la charte d'Amiens était pas mal dilué, ça renaissait en interne, mais voilà pas que Thibault déclare, à un micro même pas baladeur, qu'à titre personnel il votera socialiste ! Du coup les trublions de la base se sont demandé si le lider maximo ne la jouait pas Bayrou aux petits pieds.

Les autres boutiques confédérales représentatives pouvaient se la jouer belle en déclarant que leurs adhérents étaient adultes et n'avaient pas besoin de consignes de vote à peine déguisées. Les militants « double casquette » ont beau clamer qu'ils ne se laisseraient pas avoir comme avec Mitterrand avec les ministres communistes « otages », ils

n'arrivent même pas à se convaincre eux-mêmes.

Au congrès de la CGT de 1921, Pierre Monatte déclarait à la tribune : « Dans la charte d'Amiens, ce qu'il y a d'essentiel pour nous, de durable, d'éternellement durable, c'est cette conception du syndicalisme : grand artisan de la révolution, capable de la faire tout seul si possible, capable d'organiser tout seul le lendemain de la révolution. C'est là notre force, notre volonté, c'est là notre espoir. (Applaudissements.) Mais ne crions pas "Raca" aux forces révolutionnaires qui sont à côté de nous. Nous ne disons pas : haine au Parti communiste, qui se dit révolutionnaire ; nous lui disons : "Marche, fais ta besogne ; nous, dans les syndicats — où sont tous les ouvriers, où tous y ont leur place, même ceux qui ne sont pas révolutionnaires mais qui le seront à une heure donnée, parce qu'il y a toujours une heure où l'esprit exige, demande, appelle la Révolution —, nous ferons la nôtre." »

Certes le camarade avait encore des illusions sur les intentions du Parti communiste et l'histoire le lui précisera de manière cruelle, mais un tel discours manque dans le paysage syndical actuel...

On va en bouffer du socialisme gestionnaire du grand capital, mais espérons que nos luttes deviennent autre chose que des poches de résistance.

Torrent Impétueux

Mort d'une section **syndicale** dans la presse française



Patricio Salcedo

Ex-secrétaire générale du SPDP-CGT
Groupe Anartiste de la FA

C'EST LA MORT DANS L'ÂME et avec un pincement au cœur que, au cours d'une assemblée générale de nos adhérents, nous avons décidé le torpillage du Syndicat parisien des diffuseurs de presse (CGT).

La décision fut prise à l'unanimité après le cours exposé de notre permanente et la conclusion du secrétaire général sur l'ampleur de la tragédie. Autrefois, et à partir de 1945, ce syndicat était national. Il était composé des crieurs (vendeurs de journaux ambulants qui criaient les titres des journaux «France-Soir, Paris-Press, L'Intran, Combat!»), des kiosquiers, des postes fixes (petites guérites jaunes ou vertes qui ne vendaient que les journaux du soir) et des petites librairies de presse. Il est à noter que les titres des journaux cités n'existent plus! Les crieurs ont donc pratiquement disparu, quant aux journaux du soir, il ne reste plus que *Le Monde*, et donc les postes fixes ont, eux aussi, disparu. *Idem* pour les petites librairies de presse écrasées par les charges et les loyers faramineux. Je vous préviens, cela ne va pas être très gai et l'inventaire à la Prévert sera

funèbre! Mais nous nous devons d'être parfois objectifs et savoir tirer les leçons de nos échecs... Le Syndicat parisien des diffuseurs de presse disposait d'une mutuelle et d'une maison de retraite à Compiègne. La sublime blague, dans la profession, était de dire d'ailleurs: «Si ça va mal, tu finiras à Compiègne!» De fait, ne s'y trouvaient que les vieux crieurs qui n'avaient jamais acquitté de droits sociaux et qui vivaient au jour le jour. C'était souvent de vieux compagnons libertaires ou de singuliers personnages non conformistes à la gouaille pas possible. Mais les camarades mettaient un point d'honneur à maintenir cet asile des floués de la vente des canards! Dans ce syndicat anachronique, beaucoup de camarades étaient communistes ou anarchistes. Ils provenaient, très souvent, du monde de l'imprimerie et avaient une bonne conscience sociale, ils aimaient le monde de la presse et de l'édition. Il s'y trouvait beaucoup de déclassés et de floués de la promotion sociale qui voulaient gagner leur vie sans subir la tutelle d'un patron. Nous avons même eu un prix Goncourt en la personne

de Jean Rouaut (*Les Champs d'honneur*). Il travaillait au kiosque de Crimée... Le kiosquier de base déteste la hiérarchie! Mais voilà le problème: notre statut est bizarroïde, nous sommes travailleurs indépendants, assimilés donc... à de petits patrons qui n'exploitent que leur propre misère! Longtemps, le Syndicat du Livre CGT ne voulut pas de nous et, pendant un certain nombre d'années, nous appartenions à la branche «papier-carton». Un comble! Puis nous adhérâmes au Syndicat du Livre et nous avons enfin pu jouer dans la cour des grands! Dernièrement, nous avons monté une structure de comptabilité, ce qui était bien pratique. Dans les années soixante-dix, les NMPP, qui n'étaient qu'une filière de Hachette, avaient aidé à créer un syndicat concurrent qui entérinait toutes leurs décisions et qui, petit à petit, récupérait de nouveaux arrivants en leur proposant des tarifs attractifs. De plus, les nouveaux vendeurs de papier ont un profil sociologique très différent des anciens collègues. Beaucoup croient s'enrichir en vendant des journaux et sont de

fait très difficiles à mobiliser pour mener des luttes fructueuses et trompés qu'ils sont par les propositions alléchantes des messageries de presse (représentants les éditeurs), qui ne désirent que recruter des esclaves pour garnir le *turn over* qui s'est instauré dans les postes de presse. La vieille recette du «diviser pour mieux régner»! Kiosquier devient une profession de passage, on n'y rentre plus pour faire «carrière». Cependant, en 2005, nous avons mené notre dernier baroud d'honneur. Une semaine de grève, mobilisation d'une partie importante des collègues, piquets de grève avec blocage des dépôts qui approvisionnent les postes, occupation du siège des NMPP et blocage de la rue de Rivoli devant le ministère de la Culture (dont nous dépendons), puis descente à l'hôtel de ville (puisque la ville régleme notre profession). Il est vrai que nous avons beaucoup de «tuteurs» et nous nous trouvons souvent pris entre le marteau et l'enclume. Cependant, ce fut un succès: devant l'action menée un lendemain d'élections, les quotidiens prirent peur et lâchèrent du lest, suivis par les revues. Nos commissions furent augmentées et nous avons conquis certaines améliorations des conditions de travail. Ce fut un petit ballon d'oxygène et de la belle action directe!

La presse, néanmoins, se vend de plus en plus mal et c'est un fait de société, une mutation de nos habitudes. La technologie (internet, tablettes, portables, etc.) détourne les gens de nos postes de presse, sans compter les coups de boutoir des gratuits et des abonnements à des tarifs avantageux, encouragés par des cadeaux... Et, aussi, la crise économique qui réduit considérablement le pouvoir d'achat. La pub, qui finançait les journaux et les revues, s'envole ailleurs. La tranche d'âge de nos acheteurs devient de plus en plus élevée, comme pour le livre



d'ailleurs.

Kiosquier n'est plus une profession attractive: l'amplitude horaire est considérable, les gains se réduisent comme peau de chagrin, le confort est pratiquement nul (pas d'eau, pas de toilettes), on crève de chaud l'été et de froid l'hiver... Ce travail devient précaire. Plus personne ne voulant s'investir dans la défense de nos intérêts, car le bénévolat ne faisant plus recette, le bureau du syndicat se trouve devant un mur de démobilisation. Entre-temps, à cause des menées de mauvais camarades s'imaginant qu'il y avait de l'argent à soutirer, nous perdîmes notre maison de retraite, notre mutuelle et, cerise sur le gâteau, notre local. Ce furent les malheurs de Job qui s'abattirent sur nous! Certaines gestions avaient été très mal organisées auparavant, mais quand régnaient la bonne entente et la confiance, cela n'avait aucune incidence. Mais, avec les pratiques délétères de la société libérale qui s'installent dans nos cerveaux, tout se règle maintenant à coup de judiciaire et on sait ce qui arrive à

l'huître quand deux plaideurs vont chercher un avocat. Malgré tout, une poignée de camarades réussirent provisoirement à sauvegarder le Syndicat des diffuseurs de presse. Ce ne fut qu'un court répit car, devant les coûts élevés des locaux et le départ en retraite de notre vaillante permanente Gisèle, nous avons dû jeter l'éponge. Personne ne voulant la remplacer, ni se faire élire au bureau, ni non plus se substituer au secrétaire général, nous avons donc décidé de mettre fin à notre lutte syndicale en tant que tel, faute de combattants. Il nous a manqué de la pugnacité et peut-être n'avons nous pas su transmettre notre vision idéaliste et humaniste? Nous traversons de bien mauvais moments et le front des luttes se fissure sous les coups de boutoir du Capital. J'ai dû, à contrecœur, participer au sabotage d'un syndicat qui m'avait tant aidé. Les temps sont difficiles. La ville de Paris nous a vendu à Decaux, l'annonceur, et c'est maintenant que nous aurions le plus besoin d'un organe de lutte. L'autre syndicat corporatiste bat lui aussi de l'aile, touché par le vieillissement des effectifs et lâché par les messageries qui, autrefois, les soutenaient. Le bateau prend l'eau de toute part, et Presstalis est déficitaire. Mais les jeunes effectifs espérés ne s'engagent pas dans la lutte au quotidien, la vieille garde part en retraite et laisse le front dégarni! Je salue, au passage, mon camarade Ramón qui m'avait fait rentrer, il y a trente trois ans, dans les kiosques et qui s'est bien démené, avant de partir, en luttant dans nos rangs. Les kiosques vont se transformer petit à petit en baraques à souvenirs, voire en baraques à frites, la presse les désertera au fur et à mesure et nous périrons comme les dernier des Mohicans! Une page est en train de se tourner et, pourtant, «l'émancipation des kiosquiers sera l'œuvre des kiosquiers eux-mêmes». P.S.

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Soutien à Élection pestilentielle la CGT-e

NOUS SOMMES SOLIDAIRES face à la répression dont est victime Laura, une des secrétaires de la CGT espagnole.

Le 24 avril, Laura Gomez, secrétaire d'organisation de la Fédération locale de la CGT de Barcelone a été arrêtée en pleine rue par la police catalane. Le lendemain, elle était officiellement mise en examen pour complicité, désordres publics, délit d'incendie et dommages corporels, et d'atteinte aux droits fondamentaux. Le juge refusa de la relâcher.

Les « graves délits » qui lui sont reprochés sont, en réalité, d'avoir théâtralisé, le 29 mars, jour de grève générale, une scène où des papiers dans des caisses furent brûlés symboliquement.

Le gouvernement Rajoy, qui n'a plus de crédit dans l'opinion publique du pays, est acculé à réprimer les contestations qui montent, alors que la situation des gens se dramatise de mois en mois. Alors que 25 % de la population est au chômage, le gouvernement lance des messages d'avertissement pour calmer la colère. Un projet de loi est en attente qui vise à rendre responsable pénalement toute organisation (association, syndicat, parti politique...) qui aurait ainsi à répondre des agissements de chacun de ses adhérents au cours de toute manifestation de rue ou piquet de grève. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre la répression contre Laura Gomez, mais aussi contre tous ceux et celles qui furent arrêtées lors de la grève générale du 29 mars 2012.

Ces intimidations n'empêchent pas de nombreuses organisations de continuer à descendre dans la rue, et de ne pas se laisser déposséder sans réagir. C'est donc tout naturellement que la Fédération anarchiste apporte son soutien à Laura Gomez, à la CGT catalane et, plus généralement, à toutes les organisations de luttes sociales et syndicales d'Espagne. La population espagnole lutte pour sa survie, notre solidarité et notre vigilance doivent s'exercer pour la soutenir. Quand ils touchent à l'une d'entre nous, c'est à nous tous et toutes qu'ils s'en prennent ! Liberté pour Laura et toutes les personnes emprisonnées du 29 mars !

Fédération anarchiste

relations-internationales@federation-anarchiste.org



NÉCESSITÉ d'un bouclage hebdomadaire oblige, ces lignes ont été écrites alors que le résultat des élections n'est pas encore connu, et qu'elles sont lues (les lignes pas les élections) alors qu'elles sont terminées (les élections pas les lignes). Ai-je été clair ? Je n'en suis pas bien sûr ! Mais qu'y a-t-il de bien clair dans ce cirque ?

Heureusement, tout est terminé. Aurais-je la jubilation et le bonheur d'avoir vu les gueules dépitées et furibardes de Sarkozy, Guéant et consorts ? Pour ça. Rien que pour ça ! Allez ! S'il te plaît ! En attendant, la campagne s'est achevée salement dans une atmosphère empuantie par les soupçons, les rumeurs et les calomnies. Peut-on s'attendre à autre chose pour ces professionnels de la chose publique ? Comme on dit, ils font un métier sale, mais ils ont une excuse, ils le font salement.

Commençons par Kadhafi. Sa charogne est tout juste refroidie que ses ex-avocats, par l'intermédiaire de *Médiapart*, nous informent que la campagne présidentielle de 2007 aurait été en partie financée par la Libye. À concurrence d'environ 50 millions d'euros, il y a en effet de quoi s'offrir de belles affiches. Révélations ou intox, cela permet de pourrir encore un petit peu tout ce qui l'était déjà. En pleine campagne électorale, même s'il n'existe et n'existera sans doute jamais de preuves formelles, ça fait son petit effet bien salaud et bien cradingue. Après avoir planté

sa tente en plein cœur du VIII^e arrondissement de Paris, Sarkozy n'a pas trouvé mieux, en guise de remerciement, de tout faire pour que son mécène d'un jour soit liquidé comme un rat. Toujours élégant le Nico, toujours plein de grâce et de délicatesse. Toujours joueur et plein d'entrain. Mais si ces révélations se révèlent n'être que de l'intox, cela suffit pour semer le trouble, ce qui sans doute, cette fois-ci, fut le but recherché.

Toujours dans le même ordre d'idée, mais moins sanglant tout de même, il y en a un qui a dû la trouver saumâtre, c'est Patrice de Maistre, l'ancien homme de confiance de la vieille Bettencourt, celle qui n'a d'autres préoccupations que de compter son bel or amassé par les autres. Emprisonné qu'il est depuis quelques semaines, il est le parfait fusible, le pigeon idéal. Impossible ou à tout le moins difficile de voter en zonzon, c'est bien connu. Mais je ne suis pas convaincu qu'il ait eu la reconnaissance du ventre. Moindre mal et, quoi qu'il en soit, ses p'tits potes comme Woerth peuvent, pour le moment, se frotter les mains de satisfaction. En attendant, on peut espérer que les affaires ne les rattrapent pas.

Il faut avoir confiance dans la justice de son pays.

Non je déconne...

Emile Vanhecke

Plate-forme de revendications des **prisonniers** de Roanne

Nous publions ci-dessous une plate-forme de revendications reçue à *L'Envolée*¹ par l'intermédiaire de l'émission anticarcérale *Papillon* (Saint-Etienne). Elle est écrite par des prisonniers du centre de détention de Roanne, qui souhaitent qu'elle circule largement pour être discutée et amendée par le plus grand nombre de prisonniers. Les prisonniers de Roanne font leurs et actualisent les revendications prioritaires qui ont émergé des mouvements lors des décennies précédentes. Il est important que ces paroles d'enfermés circulent, c'est si rare ! D'autre part, l'administration pénitentiaire cherche à imposer le silence et n'a jamais hésité à punir (transfert, isolement, etc.) les détenus qui tentent de s'organiser et qui font les efforts nécessaires pour que leurs revendications soient rendues publiques. Ils ont besoin de notre solidarité. Au moins en faisant le plus largement circuler ce texte, et en faisant savoir aux autorités que nous resterons vigilants sur ce qu'il pourrait leur arriver.

Le 25 avril 2012,

À la direction et à la juge d'application des peines.

En cette date, nous, détenus du centre de détention de Roanne, entrons en lutte afin d'exiger que nos droits soient respectés et entendus. Vous nous obligez à rester en cellule ou dans les coursives le plus longtemps possible, là où il n'y a aucune activité pour passer le temps.

Vous nous escroquez avec les cantines et les frais de télé de plus de 8 euros, par le biais de la société Eurest. Vous ne respectez pas nos droits en matière de permissions et de réductions de peine. Dans l'immédiat, nous vous informons de nos revendications.

Sport

Nous exigeons l'accès libre au gymnase et aux salles de sport. C'est l'activité la plus demandée par les détenus.

Activités

Dans chaque aile, nous avons à disposition une salle d'activités, constituée de quelques tables, chaises, mais aucune activité n'y est proposée ! Nous exigeons des jeux de société, échecs, dames, etc. Nous exigeons aussi qu'il y ait plus d'activités culturelles et sportives : tournois de foot, basket, volley, pêche, etc.

Nous exigeons une réunion socioculturelle par mois avec des détenus et des intervenants, afin d'élaborer des activités qui ne nous soient pas imposées par l'administration pénitentiaire (AP) ou le service socio-culturel.

Parloirs

Nous exigeons, comme le prévoit la loi européenne, que la mise à nu des détenus lors des fouilles des parloirs soit retirée. Le système de contrôle à l'entrée des parloirs est large-

ment suffisant pour garantir votre sécurité. Par conséquent, cette fouille ne sert qu'à nous humilier et à maintenir une pression psychologique et physique sur nous ! Les rondes au parloir sont aussi vécues comme une humiliation par nos familles et nous réclamons l'arrêt des rondes. En cas de problème, nous avons un interphone. Ce moyen

de contrôle est abusif et conduit à une humiliation de plus !

Nous exigeons enfin les accès libres au parloir pour nos familles sans demande de permis de visite, et qu'en cas de retard, des familles qui ont souvent fait des centaines de kilomètres soient acceptées à l'entrée des parloirs et que la durée ne soit pas réduite.



Bâtiment

Nous exigeons que cesse immédiatement les mesures de quartier semi-ouvert et fermé. Tous les étages doivent être ouverts, matin et après-midi. Que l'on puisse circuler d'étage en étage, et de bâtiment en bâtiment en journée, pendant les temps d'ouverture des cellules. Les sèche-linge et machines à laver ne doivent pas être enlevés plus d'une semaine en cas de problème. Nous vous rappelons que tous n'ont pas la possibilité de sortir leur linge : pas de famille, pas de parloir, pas d'argent, etc

Nous exigeons la fermeture immédiate des quartiers d'isolement et disciplinaires, et autres mesures spéciales, la fermeture du prétoire², qui crée plus de conflits qu'il n'en règle.

Cantines³

Nous exigeons que la société Eurest soit remplacée par une société qui proposerait des tarifs plus bas et pas deux à trois fois le prix extérieur. Qu'il ne nous soit pas imposé un surplus de 30 % sur les cantines exceptionnelles, que nous ayons les prix extérieurs. Et que les télévisions ne dépassent pas le prix de

8 euros. Nous exigeons aussi des frigos plus grands ou que le prix soit vu à la baisse.

Vie en détention

Abolition des travaux dégradants, des métiers non qualifiants et disparus à l'extérieur, ainsi que des rémunérations assimilées aux travaux forcés, droit aux arrêts maladie et droit aux congés payés, droit de grève, droit à la retraite dans les mêmes conditions qu'à l'extérieur, obligation pour l'AP d'assurer, lors d'un transfert, un emploi équivalent dans les mêmes conditions, dédommagement par l'Etat (frais d'hébergement ainsi que des journées non travaillées) pour les familles qui se rendent au parloir à plus de 100 km de leur domicile, plus de formations qualifiantes, téléphone gratuit pour les indigents, l'appel aux employeurs et autres services administratifs.

Remises de peine

Nous exigeons que tous les détenus n'ayant aucun rapport et remplissant les conditions de suivi sociojudiciaire bénéficient de la totalité de leurs remises de peine et remises de peine supplémentaire, ce qui n'est pas le

cas aujourd'hui. Nous exigeons que les expertises psychiatriques soient abolies.

Nous, détenus de Roanne, exigeons d'être entendus et que nos droits soient respectés, et ce dès aujourd'hui.

Lettre collective écrite et signée par tous les détenus en accord avec les revendications

1. L'Envolée, c'est une revue trimestrielle et une émission de radio traitant du problème carcéral destinée en premier lieu aux prisonniers et à leurs familles et proches, et diffusée chaque vendredi de 19 heures à 20h30 sur Fréquence Paris Plurielle (retransmission le mardi à 8 heures).

2. Sorte de tribunal (expéditif) interne à la prison, mobilisé en cas d'incident, qui condamne les détenus à des sanctions disciplinaires, comme le placement au quartier disciplinaire («mitard»).

3. Cantine = système par lequel les prisonniers achètent des produits (nourriture, produits d'hygiène, de loisirs, etc.). Ils n'ont pas le choix et doivent acheter («cantiner») auprès de sociétés dont les prix sont exorbitants.

Répression à Poitiers

Aujourd'hui, la justice française a franchi un nouveau cap dans le grotesque. J.-C. était poursuivi pour avoir «outragé» un commandant de police par un jet de confettis, lors de la tranquille dispersion d'une chorale Brassens, le jour de la fête de la musique, en défense de la liberté d'expression.

Il s'agissait, en effet, de façon non violente et festive, de soutenir la liberté d'expression et d'être solidaires avec les personnes poursuivies pour avoir chanté *Hécatombe* de Brassens dans plusieurs villes. Et ce, en soutien à un Rennais condamné pour avoir poussé la chansonnette à sa fenêtre, à une trentaine de personnes ayant chanté devant le commissariat de Toulouse (arrêtées, puis ayant subi un rappel à la loi) et à deux personnes ayant chanté devant le commissariat central de Paris (finalement relaxées à leur procès).

À Poitiers, la police avait d'abord cherché à dissuader les choristes. Elle avait ensuite menacé de disperser ce rassemblement en faisant usage de la force, ce qui n'est légal qu'en cas de «trouble à l'ordre public»... qui n'en était pas un puisque cette chorale n'avait rien d'illégal. La police avait, enfin, recouru à plusieurs sirènes pour couvrir la chorale, ce qui est un usage abusif de ces dispositifs. Un policier, le commandant Merle, avait finalement profité de l'étalement du

groupe lors de la dispersion pour embarquer brutalement J.-C., qui lançait des confettis en l'air comme d'autres choristes avec qui il se trouvait... alors que le but de ces confettis était justement de désamorcer la tension instaurée par la police.

Tous ces faits ont été rappelés au procès : sirènes déclenchées, légalité du rassemblement, menace de dispersion. Mais l'avocat et le procureur ont trouvé tout cela normal : la sirène répondait tout simplement à des paroles «provocatrices» d'une chanson chantée là par «provocation».

J.-C. a été déclaré coupable d'avoir outragé le commandant de police Merle, sur la base de cet argument : il se serait éloigné délibérément du groupe, pour jeter au visage d'un policier des confettis !

La justice a ainsi ignoré le témoignage à la barre d'un des témoins de J.-C., affirmant que J.-C. était resté près de lui, et donc du groupe, et ne s'en était jamais éloigné. Ce qui signifiait que le policier l'ayant brutalement embarqué ne se trouvait pas à la porte du commissariat, qui était à plusieurs mètres au moment des faits, mais sur le trottoir.

Les témoins du commandant de police Merle (des policiers, ainsi que l'adjoint du préfet), n'étaient pas présents au procès mais ont tous produit une version semblable : le commandant Merle se serait trouvé à la porte

du commissariat et aurait pris au visage une poignée de confettis par J.-C., qui se serait éloigné délibérément du groupe de choristes pour perpétrer cet «outrage».

Ils ont été déclarés plus «précis» que les témoins de J.-C. qui sont venus à la barre !

Amende de 50 euros avec sursis, 1 euro de dommages-intérêts pour M. Merle, 1 euro de dommages-intérêts pour la justice. Plus des frais de justice à régler de 85 euros avec réduction de 10 % s'il paye dans le mois. Plus les frais d'avocat se montant à 700 euros !

Voilà qui fait cher la défense de la liberté d'expression pacifique. C'est inacceptable. Nous sommes révoltés par le résultat de ce procès, qui ajoute au grotesque le volet répressif avec des frais lourds pour notre camarade. C'est là un véritable blanc-seing donné aux attaques contre la liberté d'expression exercées par la police sur Poitiers. Police et justice ont aujourd'hui montré, une fois de plus, leur vrai visage !

Les dons de soutien sont les bienvenus, auprès du Comité poitevin contre la répression des mouvements sociaux. Contacter antirep86@free.fr

**Groupe Pavillon noir
de la Fédération anarchiste**

Espagne

Manifestations, répression



«Ni réformes ni coupes budgétaires. Contre le pacte social.» Manifestation de la CGT, 29 mars 2012.

Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí
 de la Fédération anarchiste

Dans la péninsule Ibérique

La crise continue de faire des ravages en Espagne. Les files d'attente devant les bureaux équivalant à notre Pôle emploi n'en finissent pas de s'allonger. Désormais, avec près de 6 millions de chômeurs, c'est un travailleur sur quatre qui est sans emploi (un sur deux chez les jeunes). Ce qui n'empêche pas le chef du gouvernement, Mariano Rajoy, d'enfoncer le clou : « Chaque vendredi [jour de réunion du Conseil des ministres], les « réformes » continueront d'être décidées car le problème c'est la crise, le chômage et la récession. » Il a juste oublié de préciser qui était responsable de cette crise, du chômage et de la récession : les politiques ? Les marchés financiers ? Puisqu'on leur demande de payer cette crise, il faut croire que les responsables sont les travailleurs. Et Rajoy de désigner l'ennemi : les syndicats, accusés « d'insolence et de causer des troubles dans la rue ». À gauche, Rubalcaba, secrétaire général du PSOE s'est dit lui, persuadé que François Hollande serait le nouveau président élu par les Français, « ce qui permettra en Europe d'ouvrir la voie à des politiques alternatives mettant fin aux coupes budgétaires ». Voilà donc les Espagnols rassurés (et nous aussi!).

Nous pensons au contraire que, comme on a pu le constater ces quarante dernières années, en Espagne comme en France, gauche ou droite ne remettent absolument pas en cause le capitalisme, mais ne s'opposent que

pour obtenir la gestion de celui-ci, se préoccupant plus des intérêts des possédants que de ceux des travailleurs. Au-delà des Pyrénées, chaque nouvelle mesure annoncée, non seulement n'indique pas une sortie de crise pour le pays, mais enfonce un peu plus chaque jour ses habitants dans la précarité et la pauvreté. À tel point que la seule solution envisagée par beaucoup d'Espagnols (notamment les jeunes) est celle de leurs compatriotes dans les années cinquante et soixante : l'exil économique. Mais ceux qui restent se prennent en pleine face les nouvelles « réformes » qui s'attaquent à la législation du travail (conditions d'embauche, de licenciement, fixation des salaires). Pour plus de détails de ces conditions, on peut se reporter au *Monde libertaire* n° 1667 (5-11 avril 2012) ou au *Combat syndicaliste* n° 368 (mai 2012).

En Catalogne

Cette situation avait suscité de nombreuses actions unitaires des organisations anarcho-syndicalistes (CNT, CGT, Solidaridad Obrera) qui ont appelé à deux grèves générales ces derniers mois. Devant les attaques répétées du gouvernement contre la classe ouvrière en cent jours d'exercice du pouvoir, les syndicats institutionnels suspendent leur politique de concertation et de signature d'accords avec les gouvernements qui se sont succédé ces quarante dernières années et ont appelé, eux

aussi, à la grève générale le 29 mars dernier. Réponse (sans imagination) du pouvoir : criminalisation des opposants à la politique gouvernementale. De nombreuses arrestations ont eu lieu pendant cette journée de grève, dont celle de Laura Gómez, secrétaire d'organisation de la CGT de Barcelone. Deux organisations professionnelles de la justice, Juges pour la démocratie (JD) et Union progressiste des magistrats (UPF), ont dénoncé le fait que les mesures actuellement imposées par le gouvernement contre les désordres de rue n'ont pour autre but de dissuader la population de manifester et, ensuite, de réduire les droits fondamentaux prévus par la constitution. La preuve en est le nombre élevé d'arrestations au cours de cette grève du 29 mars dernier et la condamnation, dans la foulée, de Laura Gómez, secrétaire de la Fédération locale de la CGT de Barcelone. Condamnation injustifiée décidée par la juge d'instruction du tribunal, qui a même rejeté toute demande de libération sous caution. Le crime de Laura ? Avoir participé, avec d'autres, à une action symbolique : mettre le feu à des cartons remplis de (faux) billets de banque devant la Bourse de Barcelone. Ce qui donne en langage pénal : « participation à incendie, dégâts, troubles à l'ordre public et [encore plus fort] atteinte aux droits fondamentaux » !

Le gouvernement de la Generalitat et ses forces répressives n'ont visiblement pas digéré

le fait que les anarcho-syndicalistes aient réussi à mobiliser jusqu'à 50 000 personnes à Barcelone ce 29 mars. La manœuvre est claire : il s'agit d'intimider les citoyens afin de les dissuader de contester les mesures économiques imposées par les autorités politiques. La CGT espagnole exige la libération immédiate de Laura Gómez et s'étonne qu'il n'y ait pas eu, à ce jour, d'enquête spéciale sur les banquiers, hommes d'affaires et politiciens corrompus¹, qui ont amené l'Espagne à la situation catastrophique qu'elle connaît aujourd'hui. Dans son tract du 1^{er} mai, elle rappelle qu'aucun des droits concédés jusqu'à maintenant n'a été donné, mais qu'il a fallu se battre pour les obtenir : « Nous les travailleurs, femmes et hommes, les classes populaires, les organisations sociales, le mouvement des étudiants et de la jeunesse, les assemblées populaires, le 15 M, le mouvement des quartiers, les plates-formes des locataires expulsés, les assemblées de chômeurs... Nous sommes les protagonistes de la nouvelle société que nous voulons construire sur une base de justice sociale, de liberté, de participation, d'égalité, d'entraide et d'autogestion. Nous devons travailler ensemble pour atteindre ces objectifs. » On ne saurait mieux dire.

Le 1^{er} mai, des centaines de milliers de manifestants ont défilé dans une soixantaine de villes, sur le thème « Travail, dignité, droits ». Pour les tenants du pouvoir, réactiver l'économie consiste à augmenter la misère et la précarité, en supprimant des postes, en baissant les salaires et les prestations, en réduisant les droits. Au lieu de taxer les transactions financières, ils augmentent les impôts payés par les travailleurs, continuent jour après jour leur entreprise de démolition des services publics, en accentuant les privatisations et en réduisant prestations et pensions. Devant l'obstination et l'intransigeance des dirigeants du pays, nos camarades espagnols veulent non seulement maintenir la mobilisation, mais l'intensifier, aller vers une nouvelle grève générale « mieux préparée, plus puissante, jusqu'à la suppression de toutes les mesures d'austérité ». La politique de concertation suivie jusqu'à maintenant par les syndicats institutionnels a fait long feu. L'heure est venue d'affronter directement un système qui veut supprimer les droits les plus essentiels des travailleurs.

En Andalousie

Après avoir évoqué plus haut la répression en Catalogne dont est victime, entre autres, Laura Gómez, retournons un peu en Andalousie, à la finca Somonte de Palma del Río dont nous vous avons déjà parlé². Depuis le 4 mars dernier, les terres de ce domaine agricole de 400 hectares appartenant à la Junta de Andalucía (gouvernement autonome andalou) étaient occupées par des travailleurs agricoles journaliers qui s'opposaient à la vente de ce domaine à des intérêts privés. Ils étaient appuyés, dans cette action, par le SOC (Syndicat des ouvriers agricoles), qui pratique régulièrement l'action directe. En conséquence de quoi les occupants « sauvages » ont immédiatement commencé à

cultiver les terres du domaine, avec l'aide d'autres journaliers des environs, assurant leur autoconsommation et le ravitaillement de la commune, renouant ainsi avec les collectivisations de la révolution de 1936 : fonctionnement collectif, assemblées générales quotidiennes pour prendre toutes les décisions et organiser le fonctionnement des différentes commissions créées (repas, nettoyage, communication avec les médias, logistique, etc.), réflexion sur un projet de coopérative de résistance permettant d'assurer les besoins de celles et ceux qui sont frappés par la crise dans la région. Le gouvernement autonome andalou vient d'être réélu (25 mars) et, contrairement à la plupart des autres régions d'Espagne, il est resté aux mains des socialistes du PSOE, alliés aux écologistes et communistes de Izquierda Unida (Gauche unie), équivalent, ou à peu près, de notre Front de gauche hexagonal. Autre gouvernement qu'à Madrid ou Barcelone donc, mais réponse aux opposants identique : la matraque. L'une des premières mesures prises par la Junta a été de confirmer la vente aux enchères du domaine et de décider l'expulsion – musclée – des journaliers installés dans la finca. Comme dans les années trente, aux revendications des paysans – « La terre à ceux qui la travaillent ! » ou « Terre et liberté ! » –, les autorités répondent : la terre aux riches et la liberté... de se faire exploiter aux pauvres. Sauf que, cette fois-ci, les autorités ne sont pas de droite ni fascistes, mais... de gauche. Un million de chômeurs andalous peuvent ainsi apprécier la gestion économique de cette gauche qui n'hésite pas à donner des gages de bonne volonté à la classe possédante. Des illu-

sions, personne n'en avait sur le PSOE que le mouvement de Indignés, il y a bientôt un an, avait dénoncé. Quant à Izquierda Unida, les Indignés qui ont voté pour eux n'ont plus qu'à s'indigner davantage de ce que permet de faire en leur nom un parti censé les représenter, parce que « petit ».

Grand ou petit parti, une seule aspiration : être aux affaires et gérer le capitalisme. Pour les exploités, un seul intérêt : en finir avec le système capitaliste. **R. P.**

1. Manifeste de la CGT Prensa – Barcelona el Vie du 27 avril 2012.
2. Voir *Le Monde libertaire* n° 1666 (29 mars- 04 avril 2012).

Liberté pour Laura Gómez

Le groupe Salvador-Segui de la Fédération anarchiste a créé, le 2 mai dernier, un Comité de soutien à Laura Gómez. Sur son blog (<http://comitelauragomez.blogspot.fr/>), toutes les informations en provenance d'Espagne sont traduites en français et publiées. Plusieurs actions sont d'ores et déjà prévues pour réclamer la liberté de notre camarade et de tous ceux qui, avec elle, ont été victime de la répression étatique. Solidarité et liberté !

Le Comité de soutien à Laura Gómez
libertelauragomez@gmail.com



Israël, la politique de l'autruche



Pierre Sommermeyer

IL Y A QUELQUES JOURS la nouvelle est tombée. Trois colonies sauvages ont été régularisées par le gouvernement de Jérusalem. On aurait pu croire que le Printemps arabe amènerait des retombées bénéfiques dans cet endroit du proche orient, mais il n'en est rien. Israël, la société comme le pouvoir, s'enferme de plus en plus dans un processus qui ne vise qu'à maintenir au pouvoir une coalition de droite et droite extrême, quasi fascisante.

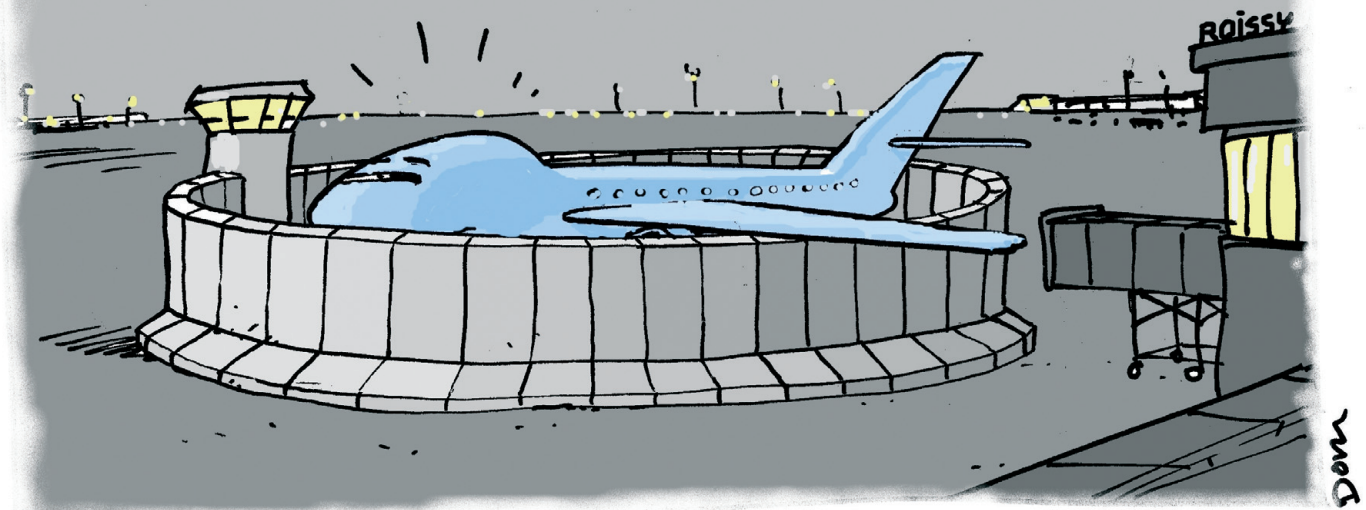
La coalition gouvernementale

Dirigée par Netanyahu, elle est soutenue par un éventail de partis allant de la gauche travailliste à l'extrême droite en passant par la droite classique et les religieux. C'est l'union sacrée, l'union nationale. L'opposition est incarnée par le centre droit (Kadima), issu du Likoud, le principal parti de droite et pour lequel il n'est pas question de faire alliance avec les partis arabes ou la gauche radicale incarnée par le Meretz. Pour les partis religieux qui soutiennent le gouvernement et lui garantissent une majorité au Parlement, il ne peut être question d'un quelconque abandon de la volonté de revenir aux frontières mythiques juives. Tout geste de défiance par rapport aux colonies reconnues ou clandestines ne peut que fragiliser la majorité. Les religieux et l'extrême droite représentent près d'un tiers des sièges au Parlement. Ils sont incontournables pour toute majorité. En conséquence, espérer qu'un changement notable advienne d'un processus parlementaire relève du rêve.

Les colonies

Les colons israéliens et ceux qui les soutiennent ne se sont jamais remis de l'évacuation de Gaza. Elle reste un trauma profond. D'autre part, les implantations d'enclaves en territoire palestinien sont illégales d'un point de vue international. Cette décision date de mars 1979 et a été prise par l'ONU et n'a pas été remise en cause depuis. Cette décision n'a eu aucune conséquence sur la politique israélienne ! Un petit rappel statistique maintenant : sur 7 millions et demi d'habitants, Israël compte presque 500 000 colons dont 200 000 à proximité de Jérusalem et les autres dispersés en Palestine. Rappelons-nous les revendications du printemps israélien (*Monde libertaire* décembre 2011-février 2012) concernant la crise du logement dans le pays. La spéculation immobilière battant son plein là comme ailleurs, les colonies apparaissent comme une soupape de sûreté. C'est une manière de calmer le climat social en en faisant payer le prix à d'autres. L'existence de chantiers de construction dans ces enclaves implique l'utilisation d'une main d'œuvre proche, c'est-à-dire venant des territoires occupés. Ainsi, l'administration militaire aurait délivré 20 000 permis de travail. Kav LaOved, une ONG engagée dans la défense des ouvriers palestiniens travaillant dans les colonies, chiffre à 10 000 le nombre supplémentaire de travailleurs non déclarés, dont une bonne partie est employée dans les colonies agricoles. À ces travailleurs, les lois du travail israéliennes sont théoriquement appli-

quées, elles sont plus avantageuses que celles qui ont cours dans les territoires occupés sous mandat de l'autorité palestinienne. Tout cela, avec en plus un réseau sécurisé de routes intercolonies, crée une situation quasi inextricable que le pouvoir israélien s'ingénie à complexifier dès que possible. Parfois, pourtant, un grain de sable se met en travers de sa route. C'est ce qui s'est passé à Hébron, au cœur de la Palestine. La police israélienne a fait évacuer une quinzaine de personnes, femmes, enfants, hommes d'une maison occupée dans cette vieille cité. Simultanément le ministre du Logement publiait des appels d'offre « pour la construction de 1121 habitations, dont 1002 dans des quartiers de colonisation à Jérusalem Est, occupé et annexé, 180 dans une colonie de Cisjordanie et 69 dans le Golan syrien occupé » (AFP). Peu de jours après, Netanyahu décidait de légaliser trois colonies dans lesquelles vivent un millier de personnes. Cette annonce a scandalisé, pour la forme, les amis occidentaux d'Israël. Mais toutes ces annonces servent essentiellement à faire passer la pilule concernant la colonie de Migron. La Cour suprême israélienne a décidé de faire évacuer cette colonie avant le 1^{er} août 2012. C'est sur la requête de militants anticolonisation que la Cour suprême a pris sa décision. Elle aurait été construite sans autorisation du gouvernement. Selon Shalom Akhshav (*La Paix maintenant*) : « Migron a été construit (il y a dix ans) sur des terres dont l'État d'Israël savait, d'après ses propres registres du cadastre, qu'elles appartenaient à un certain nombre de familles palesti-



— Vol France-Palestine —

nienne qui habitent les villages voisins de Burqa et de Deir Dibwan. [...] Les colons ont établi leur colonie sur des terres privées palestiniennes avec la coopération d'instances gouvernementales et sous la protection de l'armée et de la police.» L'extrême droite israélienne, ainsi que des groupes religieux extrémistes, ont décidé d'en faire un casus belli. Qu'en est-il du côté palestinien ?

En Palestine, une relève ?

Dire que la Palestine est dans une impasse, autant à l'intérieur qu'au plan international, est un euphémisme. La reconnaissance par l'ONU comme État observateur, son entrée à l'Unesco, tout cela ne change rien au rapport de force intérieur. Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne, a perdu tout espoir de faire évoluer la situation. À force d'avoir accepté les diktats israéliens en matière de sécurité intérieure, il ne représente aucun intérêt en tant que négociateur possible d'une sortie de l'impasse. Gaza se rappelle, quant à elle, au regard international en envoyant quelques jeunes et futurs martyrs envoyer une ou deux fusées artisanales vers Israël avec le retour de bombes inévitable. Le Hamas, qui tient d'une main ferme cette bande de territoire, vient de procéder de façon quasi clandestine au renouvellement de sa direction. Il semblerait que les membres modérés aient été écartés au profit de « militants ». Le Hamas continue à ne pas vouloir reconnaître Israël comme un État et à envisager des élections dans toute la Palestine avec réticence. Comment sortir de cette impasse ? La clé est entre les mains du pouvoir de Jérusalem, qui le sait très bien et ne veut surtout pas l'utiliser. Cet homme s'appelle Marwan Barghouti. Quand le vieux militant pacifiste Uri Avnery parle de lui, il le

désigne comme le Mandela palestinien. Il a été arrêté en 2002. Considéré comme le responsable de la deuxième intifada et de plusieurs attentats « terroristes » en Israël il fut traduit en justice. Avnery dit que « son jugement fut une farce, évoquant plus l'arène romaine d'un combat de gladiateurs qu'un processus judiciaire ». Il fut condamné cinq fois à vie. Barghouti est issu d'une grande famille palestinienne dont un des membres est le leader des actions contre le Mur autour de B'ilin. Il est reconnu comme le leader incontesté des prisonniers palestiniens et, du fait de son éloignement physique, n'a pas pris part au conflit entre Ramallah et Gaza. Il vient de profiter de son audience incontestée pour faire circuler un manifeste appelant à durcir l'action contre Israël. Cette diffusion s'est faite dans un silence presque total, tant cela va à l'encontre des habitudes de l'establishment palestinien.

Appel à la non-coopération totale

Il semble s'agir des premiers pas d'une campagne de désobéissance civile. Laissons la parole à Uri Avnery, qui se considère comme l'ami de ce Mandela du Proche-Orient :

« Marwan appelle à une rupture totale de toute forme de coopération, économique, militaire ou autre. Un point central de cette coopération est la collaboration quotidienne des services de sécurité palestiniens, formés par les Américains, avec les forces d'occupation israéliennes.

— Marwan appelle aussi au boycott total d'Israël, des institutions et des produits israéliens dans les territoires occupés et partout dans le monde. Les produits israéliens devraient disparaître des boutiques de Cisjordanie et les produits palestiniens faire l'objet d'une promotion.

— Marwan plaide pour que l'on mette fin à la comédie qu'on appelle « négociations de paix ». Marwan propose d'officialiser l'absence de négociations de paix.

— Marwan met l'accent sur l'unité palestinienne, en

faisant appel à sa force morale considérable pour faire pression tant sur le Fatah que sur le Hamas

— Marwan Barghouti a perdu tout espoir d'obtenir la paix en coopérant avec Israël, ou même avec les forces d'opposition israéliennes. Le mouvement de la paix israélien n'est plus mentionné.

— Marwan reste aussi engagé dans l'action non violente, en étant venu à la conclusion que les attaques violentes d'hier portaient préjudice à la cause palestinienne au lieu de la servir. »

Uri Avnery termine son article en disant que, « comme Nelson Mandela dans l'Afrique du Sud de l'Apartheid, l'homme qui est en prison pourrait bien avoir plus d'importance que les dirigeants qui sont dehors ».

Et la solidarité ?

La dernière grande action internationale a eu pour nom « Bienvenue en Palestine ». Comme l'action précédente, mais cette fois par les airs, il s'était agi de rejoindre la Palestine. Comme la fois précédente, ce fut un échec. Moins tragique que lorsque la marine israélienne était intervenue brutalement en 2010. La question qui se pose est de comprendre pourquoi et comment de telles initiatives sont prises alors que le résultat est prévu d'avance. Le pouvoir israélien s'est enfermé dans un ghetto, tant mental que matériel, tel qu'aucune tentative de ce genre ne puisse réussir. Je crois, contrairement à Barghouti (c'est plus facile pour moi j'en conviens) que, si issue il y a, elle ne peut venir que de l'intérieur d'Israël. Le levier possible est entre les mains de ceux qui travaillent d'un côté et de l'autre de la frontière, d'un côté et de l'autre du Mur. Faut-il rappeler que les Anarchistes contre le mur comme les objecteurs de conscience ont besoin de soutiens financiers tant pour payer leur avocats que leurs amendes ?

P. S.

« Nous sommes la **crise** du capital ! »



John Holloway

*Intervention au Left Forum
à New York, le 18 mars*

SI VOUS VOULEZ SAVOIR à quoi ressemble la prorogation de l'échec du capital, sans aucun espoir de changement radical, regardez au-delà de la frontière de votre pays, la tragédie au Mexique, ou plus près, regardez, regardez vos centres-villes... L'autre option, celle qui consiste à dire non au capital et établir une relation sociale différente, c'est ce que beaucoup de Grecs essaient maintenant, par choix ou par nécessité. Si le capital ne peut pas fournir la base matérielle de la vie, alors nous devons la créer d'une autre manière, en créant des réseaux de solidarité, en proclamant « aucune maison sans électricité » et en formant des équipes d'électriciens pour reconnecter le courant aussitôt qu'il a été coupé, à travers le mouvement « Je ne paie pas » les hausses d'impôts ou les péages, à travers le « mouvement des patates », par lequel les agriculteurs distribuent directement leurs pommes de terre et légumes en ville à des prix très bas, à travers des marchés d'échanges, par la création de jardins communautaires et le retour à la campagne. Et en outre, par la récupération des entreprises, d'un hôpital et d'un journal...

C'est pour moi une vraie joie d'être ici, mais cela me fait peur, parce que, en réalité, c'est la première fois que je prends la parole dans le cœur de l'Empire du mal. Je tiens également à remercier expressément les gardes de l'aéroport pour m'avoir laissé entrer dans le pays et vous rendre visite, dans cette terre de la

« liberté », pour m'avoir permis de venir vous voir, ici, dans votre prison. Peut-être qu'ils m'ont laissé entrer parce qu'ils n'ont pas réalisé l'existence d'une mutinerie dans la prison, une rébellion dans le cœur de l'Empire.

Nous sommes ici pour célébrer 2011, qui inonde la nouvelle année, 2012. Une année pleine de révoltes glorieuses dans le monde entier, parce que grâce à notre désobéissance, il est clair que nous sommes, nous, la crise du capital. Nous sommes la crise du capital et nous en sommes fiers. Assez, assez de dire que ce sont les capitalistes les coupables et la faute des banquiers. Le sens même de ces mots est non seulement absurde mais aussi dangereux, car elle nous constitue en victimes. Le capital est une relation de domination. La crise du capital est une crise de la domination : les dominants ne sont plus en mesure de nous dominer de manière efficace. Alors, nous sommes allés dans les rues pour manifester en déclarant que c'était de leur faute. Mais que disons-nous exactement ? Qu'ils devraient nous dominer de manière plus efficace ? Il est préférable de prendre l'explication la plus simple et dire ceci : si la relation de domination est en crise c'est parce que les dominés ne sont pas assez dociles, parce qu'ils ne se prosternent pas suffisamment. L'insuffisance de notre soumission est la cause de la crise.

Le capital n'est pas seulement un système d'injustice, c'est un système qui accélère l'exploitation, qui intensifie la destruction. Cela

peut être théorisé de multiples manières, à travers la loi de la valeur, la formation de la valeur et son temps nécessaire, selon les sociétés, ou les théories de la baisse tendancielle des profits. Cependant, ce qui importe c'est que le capital est dans une dynamique d'attaque. Il y a un mouvement sans fin d'accélération, une éternelle transformation de ce qu'est le travail capitaliste. Cela ne signifie pas seulement une intensification du travail dans les usines, mais aussi une soumission croissante, tous les jours, de tous les aspects de la vie à la logique du capital.

L'existence même du capital consiste à serrer constamment la vis et la crise est tout simplement la manifestation de ce que la vis n'est pas serrée aussi vite qu'elle le devrait, qu'il y a une résistance quelque part. Résistance à travers les rues et les places, peut-être, résistance organisée, bien sûr, mais aussi peut-être la résistance des parents qui veulent jouer avec leurs enfants, des amoureux qui veulent rester une heure supplémentaire dans leur lit, des étudiants qui pensent qu'ils ont besoin de plus de temps pour la réflexion critique, des humains qui rêvent encore d'être humains. Nous sommes la crise du capital, nous qui ne nous soumettons pas assez, nous qui ne courrons pas assez vite.

En réalité, la crise a deux issues. La première consiste à nous excuser, à demander pardon pour notre manque de soumission, et ensuite à demander plus de travail. « S'il vous

plaît, exploitez-nous plus et nous travaillerons plus dur et plus rapidement, nous allons soumettre tous les aspects de nos vies au capital, nous allons oublier toutes les bêtises infantiles du jeu, de l'amour et de la pensée.» C'est là la logique du travail aliéné, la logique inefficace de la lutte à travers le travail, ce qui se conçoit comme la lutte du travail aliéné contre le capital. Le problème de cette issue est que non seulement nous perdons notre humanité, mais aussi nous reproduisons le système qui nous détruit. Si, au final, nous parvenons, chose très improbable, à contribuer à surmonter la crise du capital, alors le capital continuera plus vite, plus vite, plus vite à soumettre chaque forme de vie. Et puis viendra une autre crise, et puis une autre, et encore une autre, et ainsi de suite, mais pas ainsi pour toujours, car il se peut que nous ne soyons pas loin de l'extinction de l'humanité.

L'alternative, parce que je pense que c'est la seule alternative, consiste à déclarer ouvertement que non, désolés, nous sommes la crise du capital et nous n'allons pas nous mettre à genoux, nous n'allons pas accepter ce que nous fait le capital, nous sommes fiers de notre manque d'obéissance et de notre refus de nous soumettre à la force désastreuse du capital. Nous sommes fiers d'être la crise du système qui nous détruit.

Regardez la Grèce, l'épicentre de la crise économique et du crédit aujourd'hui. Là-bas, la crise est tout à fait une crise de la désobéissance. Les capitalistes et les politiciens disent que les Grecs ne se soumettent pas beaucoup, qu'ils ne travaillent pas assez dur, qu'ils aiment bien faire la sieste et sortir le soir et qu'ils doivent maintenant apprendre ce que signifie d'être un vrai travailleur capitaliste. Et en donnant une leçon aux Grecs, ils ont aussi l'intention d'en donner une aux Portugais, aux Espagnols, aux Italiens, aux Irlandais et à tous les désobéissants du monde.

Et dans une telle situation, il y a deux options. La première, c'est de dire non, non, nous sommes des bons travailleurs, nous voulons juste plus d'emplois et nous allons prouver combien nous pouvons bien travailler, nous allons reconstruire le capitalisme en Grèce. Et l'autre consiste à dire, oui, vous avez raison, nous sommes paresseux et nous allons nous battre pour notre droit à la paresse. Nous allons nous battre pour pouvoir faire les choses à notre rythme, de la manière que nous pensons correcte, nous allons nous battre pour notre sieste, pour sortir le soir. Alors, nous disons non au capital et au travail capitaliste, parce que nous savons tous que le travail capitaliste a littéralement détruit la terre, qu'il détruira les conditions de l'existence humaine. Nous devons construire une nouvelle forme de vie sociale.

La première solution, dire que nous sommes de bons travailleurs, semble plus simple, plus évidente, mais peut-être ne sera-t-elle qu'une illusion, car la plupart des commentateurs disent que la récession en



Grèce durera de nombreuses années, quel que soit le niveau de la conformité des Grecs.

Si vous voulez savoir à quoi ressemble la prorogation de l'échec du capital, sans aucun espoir de changement radical, regardez au-delà de la frontière de votre pays, la tragédie au Mexique, ou plus près, regardez, regardez vos centres-villes... L'autre option, celle qui consiste à dire non au capital et établir une relation sociale différente, c'est ce que beaucoup de Grecs essaient maintenant, par choix ou par nécessité. Si le capital ne peut pas fournir la base matérielle de la vie, alors nous devons la créer d'une autre manière, en créant des réseaux de solidarité, en proclamant «aucune maison sans électricité» et en formant des équipes d'électriciens pour reconnecter le courant aussitôt qu'il a été coupé, à travers le mouvement «Je ne paie pas» les hausses d'impôts ou les péages, à travers le «mouvement des patates», par lequel les agriculteurs distribuent directement leurs pommes de terre et légumes en ville à des prix très bas, à travers des marchés d'échanges, par la création de jardins communautaires et le retour à la campagne. Et en outre, par la récupération des entreprises, d'un hôpital et d'un journal. Il s'agit d'une manière complexe et très expérimentale d'aller de l'avant, où il n'y a pas de ligne politique juste ni aucune pureté révolutionnaire. Très probablement, ces formes préfiguratives d'une nouvelle vie sociale ne sont pas encore assez fortes pour

assurer notre survie et des engagements sont encore nécessaires. Mais c'est clairement la direction dans laquelle nous devons pousser – clairement la direction dans laquelle nous poussons et sommes poussés nous-mêmes.

Le monde que nous essayons de créer est un monde sans réponses, un monde où nous marchons en interrogeant, le monde d'une expérimentation. Mais nous sommes guidés par notre «non» à l'inhumanité, à l'obscurité et au caractère destructeur du système capitaliste. Guidés aussi par une étoile utopique distillée à partir des espoirs et des rêves de siècles de lutte.

La crise, donc, nous confronte à ces deux options. Soit nous prenons la grande route de la subordination à la logique du capital, avec la pleine connaissance que cela mène directement à l'auto-extinction de l'humanité. Soit nous empruntons les chemins hasardeux – de nombreux chemins – de l'invention de mondes différents ici et maintenant, à travers les fissures que nous créons dans la domination capitaliste. Et à mesure que nous inventons de nouveaux mondes, nous chantons haut et fort que nous sommes la crise du capital. Nous sommes la crise de la ruée vers la destruction de l'humanité... et nous en sommes fiers. Nous sommes le monde nouveau en train de surgir et qui dit: «Capital, dégage!»

J.H.

(Traduction : Organisation communiste libertaire)

Abstention,

l'extrême droite au pouvoir ?

Dialogue imaginé par Flora

Cercle libertaire Jean-Barrué de la FA

— TU SAIS QUE L'ABSTENTION peut être responsable de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite ? Tu le sais ? Alors ? Tu as réfléchi pour les élections ? Tu ne vas toujours pas voter ?

— À ton avis, mon camarade ?

— Bon, bon, après, faudra pas venir pleurer quand les fachos seront au pouvoir, quand ce sera trop tard.

— Ah, je m'y attendais à celle-là. Tu sais bien que ça n'a rien à voir.

— C'est un peu court ta réponse. Il est bien connu que les électeurs de droite et d'extrême droite, eux, se déplacent ; jamais ils ne manqueront une élection. Alors qu'à gauche, les taux d'abstention ne cessent d'augmenter.

— C'est exactement ce que je te dis ; les gens qui veulent du social, ils ne vont plus voter ; ils croient surtout aux luttes. C'est parce qu'ils ont compris, d'abord, que l'organisation collective basée sur la délégation de pouvoir inconditionnelle ne sert à rien. La délégation de pouvoir telle que nous la pratiquons en nous en remettant au système parlementaire ne sert à rien.

— Moi, je te parle des fachos. C'est du sérieux !

— Et moi, je te réponds tout aussi sérieusement, et je te dis que ce qui fait monter l'extrême droite, c'est avant tout la misère et la menace de la misère, que c'est voulu, et que ça divise, et que cette division, c'est fait pour nous tenir tous en laisse.

— Moi, je te parle des élections.

— Je sais bien, mais le lien est facile à faire : à force de s'en remettre, par les urnes, aux uns et aux autres, de gauche ou de droite, et à être perpétuellement déçus, la menace de se dresser les uns contre les autres est de plus en plus présente. On cherche des explications à l'échec, des boucs émissaires ! Cela soulage peut-être, mais il reste une amertume ; c'est ça qui fait monter l'extrême droite : l'espoir que ça change indéfiniment déçu. Je te dis qu'il faut prendre le mal à la racine, repenser le système de la représentation et surtout refuser de perdre notre voix.

— La racine du mal ! Tu crois que c'est si



simple que ça ? Qu'il n'y a qu'une seule racine du mal social, le crois-tu ?

— Oui, d'accord, ce n'est pas si simple, et c'est même compliqué ; oui, le problème essentiel — et là tu vas dire que je me répète — mais le problème essentiel, c'est l'État, le principe de l'État ; c'est ça qu'il nous faut déconstruire mentalement.

— Dis donc, tu ne vas pas un peu loin ? Tu resteras vraiment toujours un utopiste. Tu parles de déconstruction mentale, que tout se passe dans la tête des gens. Oui, mais la réalité, le présent, t'en fais quoi là-dedans ?

— La réalité ? Parle-moi plutôt d'un abandon à la fatalité. Oui, une fatalité qui nous ronge parce que l'on n'est pas encore assez mûrs pour ouvrir les yeux et regarder en face, regarder ce qui cloche, la situation sociale.

— Et ce qui cloche, c'est ce que l'on pense, tu crois ? Pas ce que l'on fait ?

— En partie, oui ; c'est-à-dire ce que l'on nous a mis dans la tête, l'idée de l'État, de droite ou de gauche, d'extrême droite ou d'extrême gauche. Un État qui a ses propres intérêts à défendre et à sauvegarder, intérêts

qui s'opposent à ceux du peuple parce que, avec l'institution de l'État, il y a obligatoirement des privilégiés. Et les privilégiés ce sont ceux qui sont au pouvoir, ce n'est pas le lot de tous.

— Oui, mais quand tu n'auras plus dans la rue que l'armée et la police pour représenter l'État, tu feras la différence alors entre les extrêmes de droite et ceux de gauche. Et puis, on ne peut pas toujours cracher dans la soupe démocratique, on a quand même de la chance d'être en démocratie, ceux qui subissent des régimes totalitaires pourraient te le dire.

— En tout cas, les démocraties ont tout intérêt à nous faire taire, à nous parler de ceux qui souffrent encore plus que nous ; pourtant, tu sais bien que tout État, dit démocratique ou pas, dès qu'il est contesté va se servir de l'armée et de la police pour se maintenir en place ; tu le dis toi-même. Et tu sais que, si c'est nécessaire, des gouvernements de gauche feront matraquer les manifestants ; c'est monnaie courante, à toute époque, dans tout pays. Le pouvoir concentré, centralisé détruit tout espoir d'équité, de

partage et de solidarité. Alors, pourquoi maintenir un système qui favorise ceux qui s'installent au pouvoir avec notre aide mais au détriment de tous les autres ? Pourquoi ne pas imaginer un autre système qui ne favoriserait pas l'installation de pouvoirs durables, par exemple ?

– Mais c'est dans la nature de l'homme de vouloir le pouvoir ! Tu n'empêcheras jamais qu'il y en ait toujours qui veulent prendre le pouvoir sur les autres. Toute l'histoire de l'humanité le prouve. Tu prends n'importe quel groupe réuni, aussi bien pour des raisons professionnelles que militantes, ou même amicales, et aussitôt quelques-uns prendront le dessus sur tous les autres. Tu ne peux pas l'empêcher.

– Aie ! Aie ! Aie ! Tu ne vas pas un peu trop vite dans le pessimisme ? Rappelle-toi tout de même les nombreux exemples d'organisation horizontale ; que ce soit dans des sociétés dites primitives dont le principal souci, précisément, était de prévenir la prise de pouvoir par certains. Et puis souviens-toi d'organisations sociales inédites : la Commune de Paris en 1871, la Catalogne en 1936, la Kabylie dans les années 2000, la commune d'Atenco au Mexique de 2001 à 2003, leurs réalisations concrètes qui auraient perduré si...

– Peut-être, mais on ne refait pas l'Histoire et, quand même, tu ne peux pas nier que ça a été une avancée de voter, même si notre influence est limitée. Il y en a qui se sont battus pour que, aujourd'hui, dans les démocraties, nous ayons au moins le droit de dire ce que nous pensons.

– Ce n'est pas parce que beaucoup y ont cru, une majorité, que ce n'est pas une tromperie. Si « la dictature, c'est ferme ta gueule, la démocratie, c'est cause toujours ». Oui, on peut dire ce que l'on pense, mais on n'est jamais entendu. C'est ça que tu considères comme une avancée ? Et le système marche tellement bien que nous n'arrivons même plus à imaginer qu'il est possible de boycotter le vote et que l'on peut s'organiser autrement. Oui, s'il y a eu des avancées réelles, elles ont été gagnées par des luttes, pas par les urnes.

– Quand même, il y a des programmes ; à nous d'être sérieux et de les étudier, de près, pour être en mesure de choisir celui qui se rapproche au mieux de nos idées.

– Mais de quels programmes parles-tu ? Ceux exposés pendant les campagnes électorales ? Mais quand as-tu vu qu'ils sont appliqués, que les promesses sont tenues ? Et puis, écoute, retiens bien ça, jamais un seul candidat élu n'a proposé l'idée d'une loi qui

l'obligerait à tenir ses engagements électoraux.

– Il n'empêche que si seuls ceux qui veulent l'égalité, la répartition des richesses, plus de justice, si seuls ceux-là ne vont pas voter, les autres, les capitalistes, les fachos et les intégristes vont nous passer devant. Moi, c'est ça qui me fait peur.

– Pourtant, quand tu entends à la radio, à la télé, les appels insistants à voter, ces appels relayés très largement par tous les médias réunis, ça ne te donne pas à réfléchir ? Non ? Tu ne crois pas qu'ils ont peur de l'abstention ? Je dis que ce serait les décrédibiliser, les discréditer que de tourner le dos à leur farce. Ce serait les désarmer. Et, en tout cas, l'action anti-électorale peut permettre de passer à autre chose, de penser autrement, de poser le problème de la délégation autrement. Car je le dis : notre voix dans l'urne nous empêche de parler par la suite, cela nous rend muets.

– Je vais réfléchir...

– Si je peux te rassurer, je te dirai que ce n'est pas l'abstention qui met l'extrême droite au pouvoir : l'extrême droite est le fruit direct de tout un système qui ne peut se maintenir qu'en nous divisant, en nous opposant les uns aux autres. Rappelle-toi de ça, même si tu vas voter. **F.**

Billet de mauvaise humeur

Sexisme, homophobie et dessin

LA LIVRAISON du *Monde libertaire* n° 1670 nous laisse pantoises et consternées. En effet, alors qu'un article de deux pages fait état du travail émancipateur artistique d'Artémisia Gentileschi, après viol, torture et procès – la parole des femmes est toujours sujette à caution quand elles dénoncent un viol, alors Artémisia a eu les phalanges de ses doigts broyées pour la forcer à se rétracter, mais elle tiendra bon ! – un dessin, quelques pages auparavant, nous montre Sarkozy sodomisant la République représentée par une Marianne nue mais avec chaussures à talon ! Evidemment, la République est une femme à qui on « fait moins mal [moins mâle] la deuxième fois ».

Un dessin et une légende : la caricature sexiste, machiste et homophobe la plus banale et la plus lamentable : bravo ! Saisissons l'occasion pour faire la militante prude, effarouchée, coincée, mal baisée, sans humour comme il va s'en dire... Sauf que des compa-

gnons et des compagnes nous rejoignent pour dénoncer que, dans un périodique révolutionnaire, les clichés assénés dans la publicité, les divers médias, dans de nombreux discours et faits n'auraient leur place que pour être déconstruits, analysés, expliqués, bref servir une plus grande compréhension du système patriarcal dans lequel nous nous débattons.

Dans le mouvement anarchiste, comment pouvons-nous accepter d'utiliser la sodomie pour humilier ou dominer ? Depuis longtemps, elle a été montrée d'un doigt homophobe car stigmatisée « contre nature ». La sodomie est une pratique sexuelle comme une autre, dans l'hétérosexualité ou l'homosexualité. Aucune pratique sexuelle ne devrait être considérée comme dégradante ou utilisée pour dégrader quiconque. La femme sur le ventre, la sodomie signifierait : « République, je t'encule ! ». La femme sur le dos : « Merci de ta soumission ». Ce sont des arguments politiques ? Pourquoi nous faudrait-il un dessin

sexiste et homophobe pour exprimer la situation sociale et politique actuelle ? Même les enfants du collège Paul-Eluard de Montreuil savent décrypter ce genre de dessin ou de photo, avec un peu d'accompagnement pédagogique : ils et elles présentent une exposition sur les inégalités femmes-hommes et le sexisme, à la Maison des femmes de Montreuil (du 2 au 16 mai 2012) : « Sur mon dessin, on voit plein de magasins... et une publicité avec une femme en soutien-gorge qui est là pour attirer les hommes » nous dit Lucas, 11 ans.

Alors, compagnons et compagnes, dans le dessin, dans la photo, dans la rédaction, dans la lecture, restons vigilants et vigilantes : non à l'homophobie, non au machisme, non au sexisme, oui au débat et aux arguments politiques.

Hélène, Nelly et Yolaine

Commission Femmes
de la Fédération anarchiste

Apprendre à désobéir

« Enseigner la désobéissance à l'école ? Mais vous n'y pensez pas ! Enfin ! Ce n'est pas sérieux ! C'est aberrant ! C'est idiot ! C'est suicidaire pour le maître car il faut les tenir, les gamins ! Parce qu'il faut de l'ordre dans une classe, il faut de la discipline pour que ça marche... »

ÇA, c'est ce que pense tout un chacun qui ne pense pas plus loin que sa propre petite expérience éducative. C'est ce que pensent beaucoup qui n'ont jamais eu d'autre modèle et qui peinent à croire que l'on puisse procéder autrement.

D'une façon générale, en gardant cependant en mémoire la révolte récente des jeunes des différents printemps arabes, la propension des adolescents, de la jeunesse de tous les temps, à verser spontanément dans la désobéissance, la contestation et la révolte n'est pas du tout acquise. Oui, ce sont les jeunes que l'on conduit comme des moutons à l'abattoir lors des guerres.

La question de la nécessité de l'enseignement de la désobéissance n'est donc pas propos inutile.

Enseigner la désobéissance et désobéir soi-même à l'État est cohérent quand on est un agent au service du public. Cela peut étonner quand on est fonctionnaire de cet État.

Pour autant, cette désobéissance n'est pas en soi révolutionnaire. Pas encore. En précisant vivement que la désobéissance ne relève pas de la violence. La désobéissance ne relève pas non plus de la non-violence, bien que les activistes non violents l'aient largement mise en pratique, mais que, à l'instar de la grève, du boycott et même du sabotage, la désobéissance est neutre, ouverte.

Il y a tout un parcours – et il y faut parfois beaucoup de chance – pour sortir de l'ornière de l'obéissance, cheminement qui se fait à l'aide des... éducateurs ; des éducateurs qui ne seront pas forcément des professionnels.

Pour avancer, l'individu a besoin de l'expérience des autres individus qui montrent ce qu'il est possible de faire, comment le faire ; et qui font ainsi progresser la collectivité humaine par la multiplication des exemples. Nous sommes un être collectif.

Le grand précurseur, celui qui inventa, celui qui réussit à populariser cette notion de « désobéissance » – civile ou civique –, fut sans conteste Henry David Thoreau. Brièvement enseignant, il renonça au métier devant l'obligation qu'il eut de pratiquer des châtiments corporels. À cet homme, il faudra en joindre un autre, Étienne de La Boétie (1530-1563), qui mit l'accent sur le second versant du problème : la servitude volontaire.

Dans ce livre, on retrouvera des ensei-

gnants qui dernièrement furent qualifiés de « désobéisseurs », des éducateurs dignes successeurs d'une pléiade ici recensée dont nous avons grand souci de retenir les noms.

Quand on parle d'enseigner la désobéissance, on ne dit pas que l'on veut promouvoir le désordre, mais que l'on veut accéder à un autre niveau de conscience : à un ordre que l'on acceptera librement ; de ce qui est légal, on veut passer au légitime.

Depuis le procès de Nuremberg, il est internationalement reconnu que les lois ne sont pas forcément légitimes et qu'il est parfois nécessaire de s'y opposer. Action dangereuse en dictature, moins en démocratie, mais toujours risquée dès lors que l'on s'oppose à une loi qui viole des droits naturels ou qui tout simplement va contre l'intérêt public.

On sait que l'ordre excessif mutile la vie, de même que trop de rationalité assèche l'esprit. Les scientifiques en ont fait l'expérience ; les artistes et les poètes le savent profondément. Avancées et découvertes ont souvent jailli de l'irrationnel, du désordre ou du chaos ; le « nouveau » ne survient souvent que par erreur, par tâtonnements, par accident, par hasard, à cause d'un petit « désordre », etc.

Alors, il s'agira pour l'éducateur de donner sa place à l'imagination, à la découverte, à la liberté. Enseigner la désobéissance à l'école, c'est permettre à l'élève de faire l'apprentissage de la liberté ; c'est enseigner la liberté !

Enseigner la désobéissance, c'est remettre en question toutes les dominations qui entravent, c'est créer l'espace où s'exercera une souveraineté qui n'est pas celle de l'isolement, mais qui se vit dans la rue, au village, à l'usine, au bureau, dans la famille, etc.

Mais est-ce que la liberté peut s'enseigner ? Ce livre nous l'affirme en quelque sorte.

Il nous dit surtout les conditions pour que la liberté advienne, les façons de faire, fruit d'une expérience séculaire, les techniques, les méthodes, les apprentissages de nouveaux comportements collectifs, etc.

Il nous dit de plus que, d'une façon générale, partager son savoir peut conduire à l'idée de supprimer l'école.

Il nous dit que préparer des humains à l'autonomie, à l'égalité, à un monde délivré de toute oppression ne saurait se faire au

moyen de l'autorité. Au contraire, non-directivité et exercice précoce de la responsabilité personnelle seront privilégiés par la pratique de la coopération concrète.

Enseigner la désobéissance à l'école, c'est « faire l'école » pour la liberté.

Oui, voici un livre d'Histoire qui enseigne aux enseignants et qui enseigne aussi à tous et qui se termine par plus d'une centaine de fiches biographiques des principaux « désobéisseurs » cités, des plus anciens jusqu'à ceux qui récemment se sont illustrés dans la contestation.

Nous ne doutons pas que certains ont été oubliés. Max Stirner, par exemple, et son Faux Principe de notre éducation :

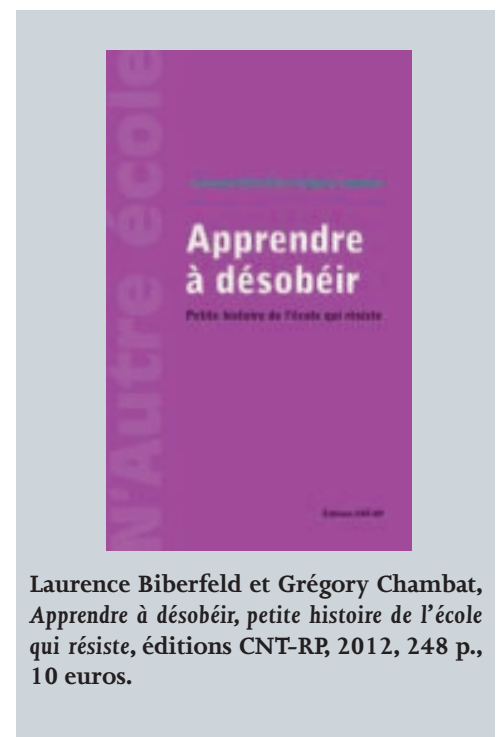
« L'insubordination et l'entêtement de l'enfant ont autant de droit que son désir de savoir. On met tout son soin à stimuler ce dernier ; que l'on provoque donc aussi la force naturelle de la volonté : l'opposition. »

On trouvera également dans ce petit bouquin, très bien fait à tous points de vue, une excellente bibliographie.

Allez ! Lisez-le et jetez votre bonnet d'âne au feu !

André

*Cercle libertaire Jean-Barrué
de la Fédération anarchiste*



Laurence Biberfeld et Grégory Chambat, Apprendre à désobéir, petite histoire de l'école qui résiste, éditions CNT-RR, 2012, 248 p., 10 euros.

Pan sur le bec !

IL N'EST JAMAIS AGRÉABLE de réaliser que l'on s'est fait « balader » par une info qui s'avère finalement être un canular. C'est bien ce qu'il m'est arrivé récemment et qui m'a fait commettre un papier dans *Le Monde libertaire*¹, à propos d'une soi-disant grève du sexe menée par des escorts-girls madrilènes contre des responsables du monde de la finance. Cette info a circulé via les nouveaux réseaux (twitter, web), un site féministe l'a repris du blog *Lo mala que eres* (ce que tu es méchante), puis de reprise en reprise l'histoire a commencé son tour de la planète: d'abord sur un site mexicain, puis russe, puis d'autres pays latino-américains, puis (consécration) le *Daily Mail* pour finir donc dans... *Le Monde libertaire*.

L'histoire était belle. Trop belle même. C'est ce que s'est dit Camille, journaliste à *L'Express*². Un(e) vrai(e) journaliste lui (elle), avec tout ce que ça comporte de sérieux, de savoir-faire et les moyens à sa disposition qui vont avec. Lui (elle) aussi a été emballé(e) par l'histoire, mais a flairé l'entourloupe (contrairement à moi). Il (elle) s'est donc lancé(e) dans des vérifications et a pu contacter la présidente de Sintrases (Syndicat du travail sexuel en Espagne) qui lui a confirmé que cette grève des prostituées n'avait jamais eu lieu.

Résultat final: histoire plausible mais entièrement bidonnée ayant fait le tour du monde. Je suis donc partagé entre deux sentiments: d'abord dépit de m'être fait « enfumé », mais ensuite aussi, satisfaction quand même que le canular ait permis de parler des mesures antisociales du gouvernement espagnol, des dérives des banques et d'attirer l'attention sur la situation des prostituées. Il y avait de quoi rêver: des négociations secrètes tripartites entre gouvernement, banques et syndicat de travailleuses du sexe. Une première!

Quoiqu'il en soit, mes excuses les plus plates aux lectrices et lecteurs du *Monde libertaire* pour cette fausse information.

Ramón Pino

*Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste*

1. Voir *Le Monde libertaire* n° 1667: « C'est dur pour les banquiers »
2. Consulter blogs. lexpress.fr/sexpress du 30 mars 2012.



La Fédération anarchiste s'agrandit

Un nouveau groupe de la Fédération anarchiste est présent à Paris. Vous pouvez contacter le groupe Voltairine-de-Cleyre à l'adresse suivante : groupepedecleyre@yahoo.fr

Une nouvelle liaison est présente dans le département du Gers (32). Vous pouvez contacter la liaison Henri-Bouyé à l'adresse suivante : henri-bouye@federation-anarchiste.org

Monde libertaire hors-série !

LE MONDE LIBERTAIRE vient de sortir un numéro hors-série exceptionnel (non compris dans l'abonnement). Il traite en grande partie de la question électorale.

Quelle(s) position(s) des anarchistes face sur les élections? Quelles alternatives à la démocratie parlementaire? Quelles expériences passées et présentes portent l'espoir d'un autre possible?

Disponible dans tous les bons kiosques et à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Prix : 4 euros.





Quelques rendez-vous à ne pas manquer sur le 89.4 Mhz

Jeudi 10 mai

Chronique hebdo (10 h 00) Patrick Champagne, sociologue. Avec lui, nous évoquerons plusieurs sujets: Acrimed (Association critique des médias) dont il est un des fondateurs. La manipulation de l'opinion: les sondages, les élections, etc., qui a été son sujet d'étude. Et, enfin, l'actualité de la *Domination*, suite des travaux de P. Bourdieu.

Si vis pacem (18 h 00) Michel Valette mobilisé pour le Salon du livre libertaire (Espace des Blancs Manteaux, Paris IV^e, du 11 au 13 mai) et contre les profiteurs de guerre.

Vendredi 11 mai

Les oreilles libres (14 h 30) Nous recevons les membres du collectif En veux tu en v'là, prolifiques organisateurs de concerts alternatifs parisiens.

Samedi 12 mai

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 h 00)

En direct du Salon du livre libertaire (11h-20h) Venez nombreux nous retrouver à l'Espace d'animation des Blancs Manteaux, 48, rue Vieille-du-Temple, Paris, IV^e. Vous y rencontrerez une centaine

d'auteurs, d'éditeurs, et vous pourrez assister à des interviews retransmises en direct sur les ondes de Radio libertaire.

Dimanche 13 mai

En direct du Salon du livre libertaire (10h-17h)

Restons éveillés! (00 h 00) Libre antenne.

Lundi 14 mai

Lundi matin (11 h 00) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Trous noirs (16 h 00) Terre et radioactivité. « Accidents » nucléaires, irradiation des aliments, gaz radon, nous sommes de plus en plus soumis à la radioactivité. Aucune dose n'est inoffensive.

Mardi 15 mai

Artracaille (11 h 00) Art en marge.

Pas de quartiers... (18 h 00) L'émission du groupe Louise-Michel poursuit ses investigations en matière de luttes féministes et organise une table ronde en direct à propos des violences faites aux femmes et aux enfants, des viols et de leurs sous-

estimations en matière de poursuites et de condamnations pénales. Avec Muriel Salmona, Annie Ferrand, Azhour, Anne Billows et tout plein d'invitées féministes. Tous à vos transistors à pédales.

Paroles d'associations (19 h 30) Guillaume Léturgie vient nous parler de sa passion pour les abeilles.

Mercredi 16 mai

Blues en liberté (10 h 30) Émission musicale blues. Jean-Jacques Milteau, bluesman français.

Femmes libres (18 h 30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent.

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice.

Radio libertaire peut s'écouter sur le web:
<http://media.radio-libertaire.org/>

Souscription soutien au *Monde libertaire*

Une fois par mois, nous publierons la liste des souscripteurs du mois écoulé.

AVRIL 2012

Mme Passicot (93) : 50 euros
M. F. Laplace (84) : 15 euros
CENIT-CNT (75) : 100 euros
M. A. Piestre (61) : 5 euros
M. R. Arzano (75) : 50 euros
M. J.-M. Traimond (92) : 200 euros
Mme. P. Newell (93) : 50 euros

M. R. Hanne (57) : 20 euros
M. O. Fayel (69) : 20 euros

TOTAL : 510 euros

Merci ! Poursuivons nos efforts pour sauvegarder et consolider l'existence du Monde libertaire ! Faites connaître notre journal autour de vous ! Lisez-le et faites-le lire ! Harcelez votre marchand de journaux pour qu'il l'expose correctement sur ses étagères ! Abonnez-vous, offrez un abonnement afin d'étendre davantage la diffusion des idées libertaires ! Si minime qu'il soit, chaque ruisseau viendra grossir le fleuve anarchiste !

L'administration du Monde libertaire



Salon du livre libertaire

Vendredi 11 mai
de 14 heures à 21 heures
Samedi 12 mai
de 10 heures à 20 heures
Dimanche 13 mai
de 10 heures à 16 heures

Salon du livre libertaire organisé par la Librairie du Monde libertaire et Radio libertaire. On pourra y rencontrer une centaine d'éditeurs et autant d'auteurs. Au programme également: des débats, des expositions, des lectures, des animations et un pays invité: la Suisse.

Adresse: Espace d'animations des Blancs Manteaux, 48, rue Vieille-du-Temple. L'entrée est à prix libre.

Renseignements:

Salon du livre libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Tél.: 01 48 05 34 08.

Courriel: livrelibertaire2012@sfr.fr.

Sur internet:

<http://salonlivrelibertaire.cybertaria.org>

Vendredi 4 mai

Saint-Denis (93)

19h30. La Dionysversité, université populaire de Saint-Denis. Docu-Club, projection à prix libre. *Section enfants sauvages*, un documentaire de Laurence Doumic et Eric Tachin (France 2007, 1h30) et *Demain j'arrête*, un court métrage de Bibo (France 2012, 6 minutes). Au local de la Dionysversité, 4, place Paul-Langevin à Saint-Denis. Métro ligne 13, station Basilique-de-Saint-Denis.

Jeudi 10 mai

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste recevra Caroline Granier et Alice Primi (sous réserve) à l'occasion de la réédition de *Ali-Aline* d'André Léo (Association André-Léo et Publications chauvinoises, 2011) paru initialement en 1869. Caroline et Alice vous parleront de la vie de l'auteur et de ce livre d'une sidérante actualité, l'un des premiers ouvrages féministes abordant la notion de genres. Entrée libre et gratuite. Table de Presse. Apéro

dîatoire. Bibliothèque sociale, Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles.

Vendredi 11 mai

Paris XI^e

19h30. Annulée et reportée *sine die*: *Attention danger travail* (de Pierre Carles, Christophe Coello et Stéphane Goxe, 2003, 109 minutes). Entrée libre. Librairie du Monde libertaire (Publico), 145, rue Amelot, 75011 Paris. Métro République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire.

Samedi 12 mai

Saint-Imier (Suisse)

Concert de soutien aux Rencontres internationales de l'anarchisme (8-12 août 2012) à Espace noir, rue Francillon, Saint-Imier (Suisse).

17 heures: présentation des Rencontres internationales de l'anarchisme.

21h30: concert. Prix: 10 CHF.

Ivry (94)

13 heures. Cinésolidaires, la classe ouvrière au travail et dans les luttes. Festival de cinéma et débats organisé par l'UL Solidaires Paris 13. Au programme ce samedi: *Moulinex, la mécanique du pire*; *Cheminots*; *Les LLP, l'imagination au pouvoir*. À la salle syndicale des cheminots de PSO, 1 bis, avenue Pierre-Sémard. Métro Porte-d'Ivry ou Bibliothèque-François-Mitterrand. Entrée libre.

Dimanche 13 mai

Ivry (94)

13h30. Cinésolidaires, la classe ouvrière au travail et dans les luttes. Festival de cinéma et débats organisé par l'UL Solidaires Paris 13. Au programme ce dimanche: *Comité d'action du treizième* et *Avec les cheminots du dépôt SNCF de Paris Sud-Ouest*; *Femmes-Machines*; *300 jours de colère*. À la salle syndicale des cheminots de PSO, 1 bis, avenue Pierre-Sémard. Métro Porte-d'Ivry ou Bibliothèque-François-Mitterrand. Entrée libre.

Paris XI^e

17 heures. Soirée de soutien pour la bibliothèque anarchiste Libertad. Discussion à 17h30: «Belleville, laboratoire policier et agitation anarchiste». Tables de presse, musiques avec Les Cadavres (dernier concert avant cryogénéisation), Crippled Old Farts (hardcore no school, Paris), No Rest (politic punk hardcore, Brésil). PAF: 5 euros. Au CICP, 21ter, rue Voltaire. Métro Nation.

Jeudi 7 juin

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste recevra François Ruffin, l'animateur du journal *Fakir* basé à Amiens, mais aussi collaborateur au *Monde diplomatique* et reporter de l'émission *Là-bas si j'y suis* sur France Inter. Nous y parlerons aussi de *Leur grande trouille, journal intime de mes pulsions protectionnistes* (Les Liens qui Libèrent, 2011). Entrée libre et gratuite. Table de Presse. Apéro dîatoire. Bibliothèque sociale, Athénée libertaire 8, rue de Fouquerolles.

Vendredi 8 juin

Paris XVIII^e

19h15. Le groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste organise un débat sur le thème: «Peuton se passer de la monnaie?» Au local La Rue, 10, rue Robert-Planquette (troisième à droite en montant la rue Lepic depuis le métro Blanche). Métro Blanche ou Abbesses. Entrée libre et gratuite.





Un 1^{er} Mai **anarchiste** sur Paris !

